

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Premier trimestre de 2021

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Premier trimestre de 2021

Table des matières

1.	PRÉFACE	1
2.	APERÇU DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE	3
3.	PERFORMANCE FINANCIÈRE	3
3.1	Performance financière consolidée	3
3.2	Performance du secteur Détail	9
3.3	Performance du secteur Services Financiers	13
3.4	Performance du secteur CT REIT	17
4.	ANALYSE DU BILAN, LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT	19
5.	CAPITAUX PROPRES	25
6.	QUESTIONS FISCALES	26
7.	MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES ET MESURES NON CONFORMES AUX PCGR	27
8.	PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES	36
9.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	37
10.	RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	37
11.	DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET AUTRES COMMUNICATIONS AUX INVESTISSEURS	37

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos », « Société Canadian Tire » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur Services Financiers » et le « secteur CT REIT ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les enseignes de détail de la Société, soit Canadian Tire, PartSource, la Division pétrolière, Essence+, Party City, Mark's, Mark's Work Wearhouse, L'Équipeur, Helly Hansen, SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Pro Hockey Life (« PHL »), National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire, PartSource, PHL et Party City, ainsi que les activités de vente au détail d'essence de la Division pétrolière.

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), exploités sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

Les « marques maison » désignent les marques détenues par la Société et elles sont gérées par la division des marques grand public du secteur Détail.

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les « Services Financiers » désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »), une société de réassurance des Bermudes.

« Helly Hansen » désigne les entreprises internationales de vente de gros et de détail qui exploitent les marques Helly Hansen et Musto.

« Bon départ » désigne la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Wearhouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Mark's, Mark's Work Wearhouse et L'Équipeur.

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce PartSource.

« Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

« SportChek » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Itée, y compris les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective et qui peuvent constituer de l'« information prospective » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement des prévisions ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux entreprises qu'exploite la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou opérationnelle de l'exploitation ni que les plans et les aspirations se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Se reporter à la section 11 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 12 mai 2021.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du premier trimestre de 2021 (période de 13 semaines close le 3 avril 2021) sont comparés aux résultats du premier trimestre de 2020 (période de 13 semaines close le 28 mars 2020).

1.5 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), au moyen des méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société conformes aux normes IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Se reporter à la section 7.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières additionnelles conformes aux PCGR et non conformes aux PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR que la direction estime utiles pour évaluer la performance de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter aux sections 7.3.1 et 7.3.2 pour plus d'information sur ces mesures.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

1.9 Information financière prospective

Compte tenu de l'incertitude qui plane toujours quant à la durée et à la gravité de la COVID-19 ainsi qu'à son incidence sur l'économie, sur la demande des consommateurs et sur les activités, la Société estime qu'il n'est pas approprié à l'heure actuelle de présenter de l'information financière prospective concernant ses aspirations financières et ses attentes à l'égard de ses dépenses d'investissement et de son taux d'imposition effectif annuel.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

La Société Canadian Tire Limitée (TSX : CTC.A) (TSX : CTC) est une famille d'entreprises qui comprend un secteur Détail, une division des Services Financiers et la fiducie de placement immobilier CT REIT. À la tête de nos activités de détail se trouve Canadian Tire, fondée en 1922, qui offre aux Canadiens des articles pour la vie au Canada grâce à ses divisions Au foyer, Au jeu, À l'atelier, Au volant et Articles saisonniers et de jardinage. PartSource, Essence+, Party City et Pro Hockey Life sont des entreprises clés du réseau Canadian Tire. Le secteur Détail comprend également Mark's/L'Équipeur, détaillant de premier plan de vêtements de travail et tout-aller; ainsi que SportChek, Hockey Experts, Sports Experts, Intersport et Atmosphere, qui offrent les meilleures marques de vêtements pour la vie active. Les quelque 1 740 magasins de détail et postes d'essence sont soutenus par la division des Services Financiers et par des dizaines de milliers d'employés de la Société dans l'ensemble du Canada et ailleurs dans le monde, ainsi que par les marchands associés Canadian Tire (les « marchands »), les franchisés et les détaillants de la Division pétrolière à l'échelle locale. Par ailleurs, la Société Canadian Tire détient la marque Helly Hansen, chef de file mondial dans le domaine du vêtement de sport et de travail dont le siège social est situé à Oslo, en Norvège, et dont les résultats sont inclus dans ceux du secteur Détail. Une description des activités de la Société et de certaines de ses capacités fondamentales se trouve dans la notice annuelle de 2020 de la Société (la « notice annuelle de 2020 »), notamment à la section 2, Description des activités, ainsi que sur le site Web de profil d'entreprise de la Société (<https://corp.canadiantire.ca/French/home/default.aspx>) et celui des relations avec les investisseurs (<https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>).

3. Performance financière

3.1 Performance financière consolidée

3.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1 2021	T1 2020	Variation
Ventes au détail ¹	3 117,8 \$	2 757,1 \$	13,1 %
Produits	3 322,9 \$	2 848,3 \$	16,7 %
Marge brute en dollars	1 186,4 \$	939,2 \$	26,3 %
Marge brute en pourcentage des produits	35,7 %	33,0 %	273 pb
Autres (produits)	(16,8) \$	(8,6) \$	94,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	891,4	876,7	1,7 %
Charges financières nettes	57,3	68,2	(16,1) %
Bénéfice avant impôt	254,5 \$	2,9 \$	n.s. ²
Charge (économie) d'impôt	68,1	(9,3)	n.s. ²
Taux d'imposition effectif	26,8 %	n.s. ²	n.s. ²
Bénéfice net	186,4 \$	12,2 \$	1 425,7 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux :			
Actionnaires de la Société Canadian Tire	151,8 \$	(13,3) \$	n.s. ²
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	34,6	25,5	35,4 %
	186,4 \$	12,2 \$	1 425,7 %
BPA de base	2,50 \$	(0,22) \$	n.s. ²
BPA dilué	2,47 \$	(0,22) \$	n.s. ²
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :			
De base	60 808 383	61 170 366	n.s. ²
Dilué	61 397 960	61 170 366	n.s. ²

1. Les ventes au détail constituent une mesure clé de performance opérationnelle. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Services Financiers		
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20,0 % (2020 – 20,0 %)	18,4 \$	10,1 \$
CT REIT		
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 30,8 % (2020 – 30,7 %)	16,2	15,4
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	34,6 \$	25,5 \$

Programme d'efficacité opérationnelle

Au cours du premier trimestre de 2021, la Société a poursuivi l'exécution de son programme d'efficacité opérationnelle et des initiatives connexes et demeure en bonne voie d'atteindre sa cible d'économies annualisées de 200 millions de dollars et plus d'ici 2022.

Éléments de normalisation

Pour le premier trimestre de 2021 et de 2020, les résultats d'exploitation comprennent des coûts liés au programme d'efficacité opérationnelle de la Société, qui sont considérés comme des éléments de normalisation. Au cours du trimestre, la Société a engagé des coûts de 3,3 millions de dollars relativement à la décision précédemment annoncée de fermer son enseigne National Sports, ainsi que des coûts de 5,4 millions, principalement au titre des coûts liés aux projets de TI et des frais de consultation liés à d'autres initiatives dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Programme d'efficacité opérationnelle	8,7 \$	7,5 \$

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2021	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2021	T1 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2020	Variation ²
Produits	3 322,9 \$	— \$	3 322,9 \$	2 848,3 \$	— \$	2 848,3 \$	16,7 %
Coût des activités génératrices de produits	2 136,5	—	2 136,5	1 909,1	—	1 909,1	11,9 %
Marge brute	1 186,4 \$	— \$	1 186,4 \$	939,2 \$	— \$	939,2 \$	26,3 %
Taux de la marge brute	35,7 %	—	35,7 %	33,0 %	—	33,0 %	273 pb
Autres (produits)	(16,8) \$	— \$	(16,8) \$	(8,6) \$	— \$	(8,6) \$	94,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	891,4	(8,7)	882,7	876,7	(7,5)	869,2	1,6 %
Charges financières nettes	57,3	—	57,3	68,2	—	68,2	(16,1) %
Bénéfice avant impôt	254,5 \$	8,7 \$	263,2 \$	2,9 \$	7,5 \$	10,4 \$	n.s. ³
Charge (économie) d'impôt	68,1	2,3	70,4	(9,3)	2,0	(7,3)	n.s. ³
Bénéfice net	186,4 \$	6,4 \$	192,8 \$	12,2 \$	5,5 \$	17,7 \$	989,3 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société	151,8	6,4	158,2	(13,3)	5,5	(7,8)	n.s. ³
BPA dilué	2,47 \$	0,10 \$	2,57 \$	(0,22) \$	0,09 \$	(0,13) \$	n.s. ³

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

Analyse des résultats consolidés

Pour le premier trimestre de 2021, le BPA dilué s'est établi à 2,47 \$ par action, en hausse de 2,69 \$ par rapport à l'exercice précédent. Le BPA dilué normalisé s'est établi à 2,57 \$, en hausse de 2,70 \$ par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse des livraisons aux marchands Canadian Tire et de la forte croissance des ventes de toutes les enseignes du secteur Détail. Le bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail s'est établi à 111,2 millions de dollars, soit une augmentation de 203,3 millions, comparativement à une perte de 92,1 millions, et les produits du secteur Détail se sont établis à 3 022,8 millions, une hausse de 20,8 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. La marge brute en dollars du secteur Détail s'est chiffrée à 960,3 millions de dollars, une hausse de 24,6 pour cent, en excluant la Division pétrolière, par rapport à l'exercice précédent. Le taux de la marge brute du secteur Détail, en excluant la Division pétrolière, a diminué de 62 points de base, surtout en raison de la composition des ventes entre les enseignes du secteur Détail. Le taux de la marge brute chez SportChek et chez Mark's s'est amélioré en raison du recul des activités promotionnelles, tandis que le taux de Canadian Tire a diminué en raison de la composition des ventes de l'enseigne. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail se sont établis à 848,6 millions de dollars, un résultat relativement stable par rapport à l'exercice précédent, la hausse des coûts liés au volume au sein de la chaîne d'approvisionnement ayant été en partie contrebalancée par la baisse de la charge de rémunération variable et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits, se sont établis à 27,1 pour cent, une hausse de 520 points de base, la solide croissance des produits ayant surpassé l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs.

Analyse des résultats consolidés (suite)

Le bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers s'est établi à 126,4 millions de dollars, soit une hausse de 80,1 pour cent, en partie attribuable à une réduction de 21,1 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'égard des créances sur prêts en raison de la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille, comme en témoigne le maintien de taux de paiements solides et de taux de défaillance favorables. Malgré l'amélioration du risque global, la direction continue d'évaluer la correction de valeur en prenant en considération le niveau élevé d'incertitude, compte tenu de la poursuite des mesures financières de relance, des récentes mesures de confinement et des préoccupations liées aux nouveaux variants qui ont entraîné la hausse du nombre de cas actifs de coronavirus (« COVID-19 »), entre autres indicateurs de la santé économique.

Pour réagir face à la COVID-19 qui se poursuit en 2021, la Société continue de mettre en œuvre des mesures d'envergure afin de soutenir ses entreprises et de protéger la santé et le bien-être de ses employés, de ses clients, de ses marchands et de ses franchisés, tout en apportant son soutien aux communautés locales.

Au cours du premier trimestre de 2021, conformément aux avis et directives émis par les autorités gouvernementales locales, la Société a fait l'objet de restrictions diverses à l'égard de ses activités des magasins du secteur Détail, qu'il s'agisse des fermetures temporaires de magasins, des restrictions temporaires à la vente de certaines catégories de produits ou des restrictions relatives aux heures d'ouverture des magasins et à la capacité d'accueil en magasin, dans l'ensemble de son réseau de magasins du secteur Détail partout au Canada et relativement à ses activités d'Helly Hansen à l'étranger. Se reporter à la section 3.2 pour plus de détails sur les restrictions imposées aux activités du réseau de magasins du secteur Détail de la Société au cours du trimestre. Bien que ces restrictions continuent d'avoir une influence sur la performance financière de la Société, leur incidence a été absorbée par les activités quotidiennes de la Société.

De la même façon qu'en 2021, les produits du premier trimestre de 2020 ont subi l'incidence de la fermeture temporaire des magasins au sein du secteur Détail. De plus, comme il est présenté dans le rapport de gestion du premier trimestre de 2020, les résultats financiers consolidés de la Société pour l'exercice précédent, compte non tenu de la perte de produits découlant de la fermeture temporaire de magasins des enseignes SportChek et Mark's, ont subi une incidence négative de 93,8 millions de dollars sur le bénéfice, ou 0,96 \$ sur le BPA, attribuable à l'incidence des perturbations des marchés liées à la COVID-19 décrites ci-dessous :

Dans le secteur Détail :

- une charge nette de 41,8 millions de dollars attribuable à la baisse importante du cours des actions par rapport à la fin de l'exercice 2019, ce qui a donné lieu à un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions;
- des pertes de change non liées à l'exploitation de 7,1 millions de dollars comptabilisées par Helly Hansen en raison des fluctuations de change depuis la fin de l'exercice 2019, principalement attribuables à la dépréciation de la couronne norvégienne (« NOK »).

Dans le secteur Services Financiers :

- 44,9 millions de dollars au titre de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues découlant des changements apportés aux hypothèses économiques de nature prospective au début de la pandémie.

Analyse des résultats consolidés (suite)**T1 2021****Sommaire des résultats consolidés****▲ BPA dilué : 2,69 \$ par action**

- Les produits consolidés se sont établis à 3 322,9 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 474,6 millions, ou 16,7 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés se sont chiffrés à 2 979,7 millions de dollars, soit une hausse de 21,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance exceptionnelle des produits du secteur Détail, partiellement contrebalancée par la baisse des produits du secteur Services Financiers. Les produits du secteur Détail ont augmenté pour toutes les enseignes, en raison de la croissance solide de Canadian Tire qui découle essentiellement des livraisons accrues. La baisse des produits du secteur Services Financiers est principalement attribuable à la diminution des frais de carte de crédit qui découle de la baisse du volume des créances par rapport à l'exercice précédent.
- La marge brute consolidée en dollars s'est chiffrée à 1 186,4 millions de dollars, soit une hausse de 247,2 millions, ou 26,3 pour cent, qui est principalement attribuable au secteur Détail, stimulé par la solide croissance de Canadian Tire, de SportChek et de Mark's. Le secteur Services Financiers a également contribué à l'augmentation de la marge brute, en raison de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues et de la diminution des radiations, déduction faite des recouvrements, par rapport à l'exercice précédent.
- Les autres produits se sont établis à 16,8 millions de dollars, soit une hausse de 8,2 millions, en raison surtout des profits de change non liés à l'exploitation comptabilisés pendant l'exercice en cours par rapport à l'exercice précédent, lesquels ont été partiellement contrebalancés par la baisse des profits liés aux biens immobiliers dans le secteur Détail.
- Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés ont augmenté de 14,7 millions de dollars, ou 1,7 pour cent. Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés ont augmenté de 13,5 millions de dollars, ou 1,6 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence de la hausse des volumes de livraison sur les coûts de la chaîne d'approvisionnement, ainsi qu'à une hausse des coûts liés aux TI et aux frais de marketing. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse de la charge de rémunération variable attribuable à l'incidence défavorable, à l'exercice précédent, de l'ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions d'un montant de 41,8 millions de dollars, ainsi que par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent.
- Les charges financières nettes se sont établies à 57,3 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente une baisse de 16,1 pour cent, principalement attribuable à la baisse du volume de financement à moyen et à court terme et à la diminution des taux par rapport à l'exercice précédent.
- Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat a représenté une charge de 68,1 millions de dollars, comparativement à une économie de 9,3 millions à l'exercice précédent. La charge d'impôt est principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice, à la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible et à la diminution des ajustements favorables apportés aux estimations fiscales pendant le trimestre.
- Le BPA dilué normalisé s'est établi à 2,57 \$ pour le trimestre, comparativement à (0,13) \$ à l'exercice précédent. La hausse du bénéfice découle de la croissance solide au sein du secteur Détail et de la hausse du bénéfice du secteur Services Financiers principalement attribuable à la baisse des pertes de valeur nettes.

3.1.2 Mesures clés de performance opérationnelle consolidées, excluant la Division pétrolière

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	T1 2021	T1 2020	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ ajustés pour tenir compte des charges locatives ² (excluant la dotation aux amortissements ³), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	27,1 %	32,3 %	(520) pb
BAlIA ⁶ normalisé ¹ ajusté pour tenir compte des charges locatives ² , excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	12,0 %	4,9 %	708 pb

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Les ajustements aux frais de vente, généraux et administratifs comprennent les ajouts d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et de charges financières nettes liées aux obligations locatives à titre d'estimation des charges locatives.

3. La dotation aux amortissements exclue se chiffre à 96,6 millions de dollars (2020 – 98,8 millions).

4. Les produits excluent les produits de la Division pétrolière, et le BAlIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.

5. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et le BAlIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR et pour plus d'information à ce sujet.

6. Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAlIA »).

T1 2021	
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits	<p>▼ 520 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits, se sont établis à 27,1 pour cent, soit une baisse de 520 points de base par rapport à l'exercice précédent. La diminution du taux est principalement attribuable à la solide croissance des produits, en excluant la Division pétrolière, de 521,4 millions de dollars, ou 21,2 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement attribuable au secteur Détail, stimulé par la solide croissance des produits pour toutes les enseignes, avec Canadian Tire en tête. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés se sont établis à 882,7 millions de dollars, soit une hausse de 1,6 pour cent par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des coûts liés au volume au sein de la chaîne d'approvisionnement. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la diminution de la charge de rémunération variable attribuable à l'ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société de 41,8 millions de dollars à l'exercice précédent, tel qu'il est décrit à la section 3.1.1, ce qui a contribué pour environ 170 points de base à la baisse du taux. Aucune incidence de ce genre n'a été comptabilisée pendant l'exercice en cours. En outre, les frais de vente, généraux et administratifs ont profité des économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent.
BAlIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives, excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits	<p>▲ 708 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BAlIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, s'est établi à 12,0 pour cent, soit une augmentation de 708 points de base. L'augmentation du taux résulte principalement de la hausse des produits du secteur Détail, qui est essentiellement attribuable à la forte croissance au sein des enseignes du secteur Détail, avec Canadian Tire en tête. <p>Le taux a également profité de la diminution de la charge de rémunération variable, des économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle et de l'augmentation du bénéfice du secteur Services Financiers.</p>

3.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
Produits	3 322,9 \$	4 874,5 \$	3 986,4 \$	3 161,8 \$	2 848,3 \$	4 316,7 \$	3 636,7 \$	3 686,6 \$
Bénéfice net	186,4	521,8	326,3	2,3	12,2	365,9	227,7	203,8
Bénéfice net normalisé ¹	192,8	548,4	331,9	6,9	17,7	372,4	243,8	209,7
BPA dilué	2,47	7,97	4,84	(0,33)	(0,22)	5,42	3,20	2,87
BPA dilué normalisé ¹	2,57	8,40	4,93	(0,25)	(0,13)	5,53	3,46	2,97

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

3.2 Performance du secteur Détail

3.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020	Variation
Ventes au détail ¹	3 117,8 \$	2 757,1 \$	13,1 %
Produits	3 022,8 \$	2 503,2 \$	20,8 %
Marge brute en dollars	960,3 \$	773,3 \$	24,2 %
Marge brute en pourcentage des produits	31,8 %	30,9 %	87 pb
Autres (produits)	(48,6) \$	(35,6) \$	36,3 %
Frais de vente, généraux et administratifs	857,3	848,7	1,0 %
Charges financières nettes	49,1	59,8	(17,9) %
Bénéfice (perte) avant impôt	102,5 \$	(99,6) \$	n.s. ²

1. Les ventes au détail constituent une mesure clé de performance opérationnelle. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – Détail

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2021	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2021	T1 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T1 2020	Variation ²
Produits	3 022,8 \$	— \$	3 022,8 \$	2 503,2 \$	— \$	2 503,2 \$	20,8 %
Coût des activités génératrices de produits	2 062,5	—	2 062,5	1 729,9	—	1 729,9	19,2 %
Marge brute	960,3 \$	— \$	960,3 \$	773,3 \$	— \$	773,3 \$	24,2 %
Taux de la marge brute	31,8 %	—	31,8 %	30,9 %	—	30,9 %	87 pb
Autres (produits)	(48,6) \$	— \$	(48,6) \$	(35,6) \$	— \$	(35,6) \$	36,3 %
Frais de vente, généraux et administratifs	857,3	(8,7)	848,6	848,7	(7,5)	841,2	0,9 %
Charges financières nettes	49,1	—	49,1	59,8	—	59,8	(17,9) %
Bénéfice (perte) avant impôt	102,5 \$	8,7 \$	111,2 \$	(99,6) \$	7,5 \$	(92,1) \$	n.s. ³







1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Variation entre les résultats normalisés.

3. Non significatif.

3.2.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Détail

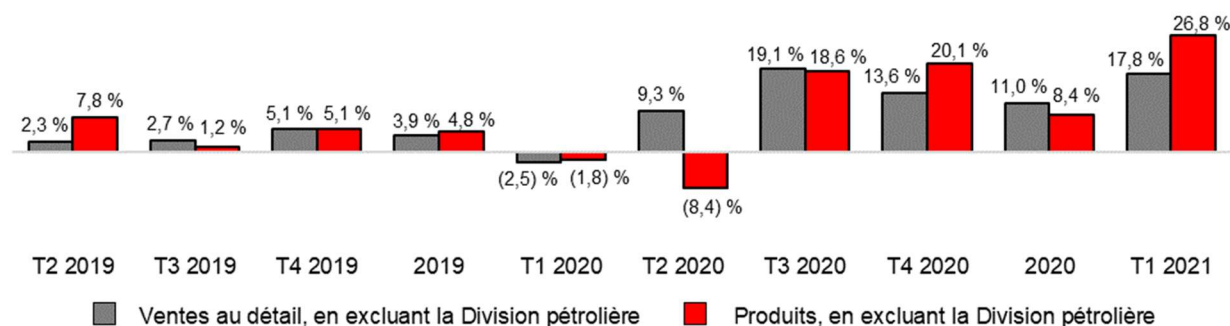
Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Les mesures des ventes comparables et de la croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables incluent les ventes dans les magasins qui ont subi l'incidence des restrictions gouvernementales. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		T1 2021	T1 2020	Variation
	Produits ¹	3 022,8 \$	2 503,2 \$	20,8 %
	Produits, excluant la Division pétrolière	2 679,6	2 113,2	26,8 %
	Nombre de magasins	1 740	1 743	
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	34,5	34,4	
	Croissance des ventes au détail	13,1 %	(2,7) %	
	Croissance des ventes au détail, excluant la Division pétrolière	17,8 %	(2,5) %	
	Croissance des ventes comparables consolidées ²	19,3 %	(0,3) %	
	Rendement du capital investi dans les activités de détail ³	12,2 %	9,6 %	
	Produits ^{1,4}	1 893,9 \$	1 405,4 \$	34,8 %
	Nombre de magasins ⁵	667	666	
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	23,4	23,3	
	Ventes par pied carré ⁶	512 \$	442 \$	15,8 %
	Croissance des ventes au détail ⁷	20,1 %	2,2 %	
	Croissance des ventes comparables ²	19,2 %	0,7 %	
	Produits ¹	396,7 \$	370,1 \$	7,2 %
	Nombre de magasins	397	400	
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	7,5	7,5	
	Ventes par pied carré ⁸	282 \$	297 \$	(5,0) %
	Croissance des ventes au détail ⁹	10,0 %	(13,1) %	
	Croissance des ventes comparables ²	18,7 %	(1,8) %	
	Produits ^{1,10}	245,0 \$	212,5 \$	15,3 %
	Nombre de magasins	380	380	
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	3,6	3,6	
	Ventes par pied carré ⁸	341 \$	350 \$	(2,4) %
	Croissance des ventes au détail ¹¹	13,7 %	(15,3) %	
	Croissance des ventes comparables ²	22,0 %	(4,5) %	
	Produits ¹	136,3 \$	121,5 \$	12,2 %
	Produits ¹	343,2 \$	390,0 \$	(12,0) %
	Postes d'essence	296	297	
	Marge brute en dollars	41,9 \$	36,0 \$	16,3 %
	Croissance des ventes au détail	(10,1) %	(3,4) %	
	Croissance du volume des ventes d'essence en litres	(20,4) %	(8,3) %	
	Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables en litres ²	(21,4) %	(5,2) %	

- Les produits présentés pour Canadian Tire, SportChek, Mark's et la Division pétrolière comprennent les produits intersectoriels. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement. Le total des produits de Canadian Tire, de SportChek, de Mark's, de la Division pétrolière et d'Helly Hansen ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.
- La croissance des ventes comparables exclut la Division pétrolière. L'enseigne Canadian Tire comprend PartSource, PHL et Party City. La croissance des ventes comparables et la croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables ont été calculées en alignant le calendrier de l'exercice 2020 sur le calendrier de l'exercice 2021 (à savoir que les ventes de la première semaine de 2021 ont été comparées avec les ventes de la deuxième semaine de 2020) et tiennent compte des ventes des magasins qui ont été temporairement fermés au cours du premier trimestre de 2021. Les ventes comparables de l'exercice précédent de SportChek et de Mark's ont été calculées au moyen des ventes réalisées jusqu'au 18 mars 2020, date à laquelle les magasins ont été fermés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes comparables.
- Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois sur une base normalisée. Les chiffres de la période précédente pour le rendement du capital investi ont été retraités afin de refléter le calcul de l'exercice en cours. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.
- Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource, de PHL, de Party City et de Franchise Trust.
- Le nombre de magasins comprend les magasins Canadian Tire et des autres enseignes, totalisant 163 magasins (2020 – 163 magasins). Les autres enseignes comprennent PartSource, PHL et Party City.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois; pour l'exercice en cours, ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés au sein du secteur Détail. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes de Canadian Tire, de PartSource, de PHL et de Party City, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs. Pour l'exercice en cours, ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés au sein du secteur Détail.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.
- Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's, les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés des activités de commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales de Mark's et ses magasins franchisés, mais exclut les produits tirés des services connexes de retouches et de broderie.
- Non significatif.

Le graphique suivant présente la performance des produits et des ventes au détail du secteur Détail, excluant la Division pétrolière, par trimestre pour les deux derniers exercices.

Croissance des ventes au détail et des produits d'un exercice à l'autre



Analyse du secteur Détail

Malgré les fermetures de magasins et les restrictions imposées sur les achats en magasin qui se sont poursuivies tout au long du trimestre, la robuste performance omnicanal a engendré une croissance des ventes comparables de 19,3 pour cent.

Au début du premier trimestre de 2021, la majeure partie du réseau de magasins canadiens de la Société exerçait ses activités en faisant l'objet de diverses restrictions, selon la province ou le territoire, y compris des restrictions imposées sur les achats en magasin, la fermeture de magasins, ainsi que des restrictions relatives aux types de marchandises pouvant être vendues en magasin. Ces restrictions ont commencé à s'assouplir en février, avec la réouverture progressive des magasins au cours du mois de février et des deux premières semaines de mars. Entre le 14 mars et la fin du trimestre, l'ensemble du réseau de magasins nationaux était ouvert pour les achats en magasin. Le tableau ci-dessous présente le pourcentage du réseau de magasins entièrement opérationnel dans le secteur Détail, par enseigne, tout au long du trimestre.

	Du 3 janvier au 7 février 2021	Du 8 février au 14 mars 2021 ³
Canadian Tire	40 %	40 % – 100 %
Autres enseignes du Groupe détail Canadian Tire ¹	37 %	37 % – 100 %
SportChek ²	34 %	34 % – 100 %
Mark's ²	64 %	64 % – 100 %

1. Comprend les magasins PartSource, PHL et Party City.

2. Comprend les magasins franchisés.

3. Parallèlement à l'assouplissement des restrictions au cours de la période allant du 8 février au 14 mars 2021, le réseau de magasins de détail a commencé à ouvrir ses magasins temporairement fermés pour permettre des achats en magasin dans diverses provinces. Toutes les réouvertures n'ont pas eu lieu le même jour.

Les ventes de commerce électronique du secteur Détail se sont établies à environ 450 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui a contribué à la forte croissance, soit une hausse de 257 pour cent, stimulée par l'enseigne Canadian Tire qui a enregistré une croissance de près de 400 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Le taux de pénétration du commerce électronique du secteur Détail a plus que triplé par rapport aux niveaux de l'exercice précédent, les ventes de commerce électronique s'étant chiffrées à plus de 1,9 milliard de dollars au cours des 12 derniers mois.

Le bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail s'est établi à 111,2 millions de dollars, comparativement à une perte de 92,1 millions à l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la solide croissance des produits et à la relative stabilité des frais de vente, généraux et administratifs, étant donné que la hausse des coûts liés au volume au sein de la chaîne d'approvisionnement et la hausse des coûts liés aux TI ont été en grande partie contrebalancées par la baisse de la charge de rémunération variable et les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle.

Les résultats de l'exercice précédent ont subi l'incidence des perturbations des marchés liées à la COVID-19 décrites à la section 3.1 du présent rapport de gestion.

Analyse du secteur Détail (suite)

T1 2021	
Ventes au détail	<p>▲ 360,7 millions de dollars ou 13,1 %</p> <p>▲ Croissance des ventes comparables de 19,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ventes au détail ont enregistré une croissance exceptionnelle de 13,1 pour cent au cours du trimestre pour s'établir à 3 117,8 millions de dollars. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 17,8 pour cent, ou 408,1 millions de dollars. Toutes les enseignes ont connu une forte croissance de leur canal numérique, le taux de pénétration du commerce électronique ayant plus que triplé par rapport à l'exercice précédent. La performance solide des marques maison de la Société a également contribué à la croissance exceptionnelle des ventes. ▼ Les ventes au détail de Canadian Tire ont augmenté de 20,1 pour cent. Parmi les catégories les plus performantes figurent les articles pour la vie en plein air, les outils et le cyclisme, dont les résultats ont été partiellement contrebalancés par la baisse des résultats de la catégorie des Essentiels pour la maison, laquelle a profité, à l'exercice précédent, des habitudes d'achat des consommateurs au début de la pandémie, et par la baisse des ventes d'articles d'entretien automobile, les Canadiens ayant continué de réduire leurs déplacements. L'arrivée anticipée du printemps a également donné un coup de pouce aux catégories saisonnières. Les ventes des marques maison ont surpassé la croissance globale des ventes au détail, stimulée par CANVAS et Mastercraft, ce qui a donné lieu à une augmentation du taux de pénétration des marques maison. L'enseigne a également connu une croissance solide de la taille des paniers par rapport à l'exercice précédent. SPORTCHEK Les ventes au détail de SportChek ont augmenté de 10,0 pour cent en raison des ventes solides enregistrées pendant la seconde moitié du trimestre dans les catégories des articles de plein air, principalement les articles pour le cyclisme, les chaussures et les vêtements pour enfants. Les ventes de commerce électronique et les ventes des marques maison ont poursuivi leur croissance soutenue et ont contribué à la hausse des ventes au détail au cours du trimestre. Mark's Les ventes au détail de Mark's ont augmenté de 13,7 pour cent, en raison de la forte croissance du commerce électronique, les catégories des vêtements de travail et des vêtements tout-aller pour hommes et pour femmes ayant été les plus performantes au cours du trimestre. ▼ ESSENCE+ Les ventes au détail de la Division pétrolière ont diminué de 10,1 pour cent en raison d'une baisse du volume d'essence, partiellement compensée par la hausse des prix de l'essence par litre et par la hausse des ventes de produits autres que de l'essence par rapport à l'exercice précédent.
Produits	<p>▲ 519,6 millions de dollars ou 20,8 %</p> <p>▲ 26,8 %, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits du secteur Détail se sont chiffrés à 3 022,8 millions de dollars, soit une hausse de 20,8 pour cent. La solide croissance des produits pour toutes les enseignes de détail a été stimulée par la performance de Canadian Tire, principalement en raison de la forte croissance des livraisons. La croissance solide du commerce électronique de toutes les enseignes a contribué à la croissance des produits.
Marge brute	<p>▲ 187,0 millions de dollars ou 24,2 %</p> <p>▲ 87 pb du taux de la marge brute</p> <p>▲ 24,6 %, en excluant la Division pétrolière</p> <p>▼ 62 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars a augmenté de 181,1 millions de dollars pour s'établir à 918,4 millions, principalement favorisée par la hausse solide des produits attribuable aux raisons susmentionnées. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute normalisé a diminué de 62 points de base. La diminution du taux de la marge brute normalisé est surtout attribuable à la composition des ventes entre les enseignes du secteur Détail. Le taux de la marge brute s'est amélioré chez SportChek et chez Mark's en raison du recul des activités promotionnelles, tandis que le taux de Canadian Tire a diminué en raison de la composition des ventes de l'enseigne.

Analyse du secteur Détail (suite)

T1 2021	
Autres produits	<p>▲ 13,0 millions de dollars ou 36,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les autres produits se sont établis à 48,6 millions de dollars, soit une hausse de 13,0 millions, surtout en raison des profits de change non liés à l'exploitation comptabilisés par Helly Hansen pendant l'exercice en cours par rapport aux pertes comptabilisées au cours de l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des profits liés aux biens immobiliers par rapport à l'exercice précédent.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▲ 8,6 millions de dollars ou 1,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés se sont chiffrés à 848,6 millions de dollars, en hausse de 7,4 millions, ou 0,9 pour cent, principalement en raison d'une hausse des coûts liés au volume au sein de la chaîne d'approvisionnement et des coûts liés aux TI, partiellement contrebalancée par une baisse de la charge de rémunération variable attribuable à l'incidence défavorable, à l'exercice précédent, de l'ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions de 41,8 millions, et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle.
Sommaire des résultats	<p>▲ 202,1 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt normalisé s'est établi à 111,2 millions de dollars, soit une hausse de 203,3 millions. L'augmentation du bénéfice est principalement attribuable à la forte augmentation de la marge brute ainsi qu'à la hausse des autres produits, facteurs partiellement contrebalancés par une hausse des frais de vente, généraux et administratifs attribuable aux raisons susmentionnées.

3.2.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Détail

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important. Le tableau suivant présente la performance financière du secteur Détail de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
Ventes au détail	3 117,8 \$	5 317,2 \$	4 414,4 \$	4 375,7 \$	2 757,1 \$	4 838,2 \$	3 904,3 \$	4 303,7 \$
Produits	3 022,8	4 582,2	3 684,8	2 849,8	2 503,2	3 989,2	3 296,3	3 360,3
Bénéfice (perte) avant impôt	102,5	577,9	326,2	(66,2)	(99,6)	351,6	170,6	139,1
(Perte normalisée) bénéfice normalisé ¹ avant impôt	111,2	613,2	333,8	(59,9)	(92,1)	360,5	192,7	147,2

1. Se reporter à la section 3.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

3.3 Performance du secteur Services Financiers

3.3.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020	Variation
Produits	297,2 \$	341,9 \$	(13,1) %
Marge brute en dollars	207,6 \$	145,2 \$	42,9 %
Marge brute en pourcentage des produits	69,8 %	42,5 %	2 735 pb
Autres (produits) charges	(0,3) \$	0,1 \$	n.s. ¹
Frais de vente, généraux et administratifs	82,0	75,0	9,1 %
(Produits financiers nets)	(0,5)	(0,1)	280,3 %
Bénéfice avant impôt	126,4 \$	70,2 \$	80,1 %

1. Non significatif.

Analyse du secteur Services Financiers

Au cours du premier trimestre, le bénéfice avant impôt a augmenté de 56,2 millions de dollars, principalement en raison d'une augmentation de la marge brute de 62,4 millions. L'augmentation de la marge brute est principalement attribuable à la baisse des pertes de valeur nettes de 112,8 millions de dollars, en partie contrebalancée par une baisse de 44,7 millions des produits découlant d'une réduction de 11,3 pour cent des créances moyennes brutes par rapport à l'exercice précédent. Malgré la solide croissance des ventes liées aux cartes de crédit pour le trimestre, les créances moyennes brutes ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la vigueur continue des taux de paiement des clients et de l'incidence de la baisse des nouveaux comptes acquis en 2020.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues à l'égard des créances sur prêts a diminué de 21,1 millions de dollars au cours du trimestre en raison de la vigueur continue des mesures du portefeuille, comme en témoigne le faible taux de défaillance, comparativement à une augmentation de 44,9 millions à l'exercice précédent.

T1 2021	
Produits	<p>▼ 44,7 millions de dollars ou 13,1 %</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le trimestre, les produits se sont établis à 297,2 millions de dollars, une baisse de 44,7 millions, ou 13,1 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des frais de cartes de crédit en raison principalement de la baisse des créances moyennes brutes.
Marge brute	<p>▲ 62,4 millions de dollars ou 42,9 %</p> <ul style="list-style-type: none"> • La marge brute s'est établie à 207,6 millions de dollars, une augmentation de 62,4 millions, ou 42,9 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse des pertes de valeur nettes découlant de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 21,1 millions de dollars, comparativement à une hausse de 44,9 millions à l'exercice précédent, ainsi qu'à la diminution des radiations, déduction faite des recouvrements, facteurs partiellement contrebalancés par la diminution des produits et par la hausse des coûts de financement.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▲ 7,0 millions de dollars ou 9,1 %</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les frais de vente, généraux et administratifs se sont établis à 82,0 millions de dollars, une augmentation de 7,0 millions, ou 9,1 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des frais de marketing liés à l'expansion continue des acquisitions de nouveaux clients au moyen des canaux numériques et des charges liées au personnel.
Sommaire des résultats	<p>▲ 56,2 millions de dollars ou 80,1 %</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéfice avant impôt s'est établi à 126,4 millions de dollars, une hausse de 56,2 millions, ou 80,1 pour cent. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la marge brute, partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs attribuable aux raisons susmentionnées.

3.3.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Services Financiers

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1 2021	T1 2020	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	7,1 %	3,6 %	
Créances moyennes brutes	5 645,4 \$	6 363,3 \$	(11,3) %
Produits ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	20,65 %	21,32 %	
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ³ (en milliers)	2 025	2 110	(4,0) %
Solde moyen des comptes ³ (au dollar près)	2 788 \$	3 015 \$	(7,5) %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2, 3}	5,28 %	6,35 %	
Créances sur cartes de crédit en souffrance (en souffrance depuis deux mois ou plus) ^{3, 4}	1,98 %	3,07 %	
Taux de la correction de valeur ⁵	14,93 %	13,64 %	
Charges d'exploitation ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	5,59 %	4,91 %	
Rendement des créances ²	6,58 %	6,08 %	

1. La croissance des ventes liées aux cartes de crédit exclut les transferts de solde. Représente la variation en pourcentage d'un exercice à l'autre.

2. Les données sont calculées sur 12 mois.

3. Portefeuille de cartes de crédit seulement.

4. Créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

5. Le taux de la correction de valeur pour pertes de crédit a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

Carte de pointage du secteur Services Financiers

Pour évaluer la performance financière globale du secteur Services Financiers, la carte de pointage suivante présente un portrait équilibré du progrès du secteur Services Financiers quant à l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

T1 2021 par rapport au T1 2020	
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 11,3 % des créances moyennes brutes ▲ 7,1 % des ventes liées aux cartes de crédit ▼ 4,0 % du nombre moyen de comptes ayant un solde ▼ 7,5 % du solde moyen des comptes <ul style="list-style-type: none"> • Les créances moyennes brutes ont diminué de 11,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent en raison d'une baisse de 7,5 pour cent des soldes moyens des comptes et d'une baisse de 4,0 pour cent du nombre moyen de comptes actifs. La diminution du nombre moyen de comptes actifs est principalement attribuable à la baisse des acquisitions de nouveaux clients titulaires de cartes de crédit depuis le début de la pandémie en raison du maintien de restrictions dans le réseau de magasins de la Société. • Les ventes liées aux cartes de crédit ont augmenté de 7,1 pour cent par rapport à l'exercice précédent, en raison des ventes solides des enseignes du secteur Détail et des marchands externes.
Performance	<ul style="list-style-type: none"> ▲ 50 pb du rendement des créances ▼ 67 pb des produits en pourcentage des créances moyennes brutes ▲ 68 pb des charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes <ul style="list-style-type: none"> • Le rendement des créances a augmenté de 50 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse du bénéfice découlant de l'amélioration de la marge brute, conjuguée à la baisse des créances moyennes brutes par rapport à l'exercice précédent. • Les charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes ont augmenté de 68 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse des créances moyennes brutes et de l'augmentation des charges d'exploitation découlant de la hausse des coûts liés à l'acquisition de nouveaux comptes et des charges liées au personnel.
Mesures d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 109 pb des créances en souffrance depuis deux mois ou plus ▼ 107 pb du taux de radiation nette liée aux cartes de crédit ▲ 14,93 % du taux de la correction de valeur, une hausse de 129 pb <ul style="list-style-type: none"> • Les paiements accrus des clients ont continué de contribuer à une amélioration importante du taux des créances en souffrance depuis deux mois ou plus, ce qui résulte de l'amélioration du risque dans l'ensemble du portefeuille. • La diminution du taux de radiation nette par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à une baisse des cas d'insolvabilité. • Le taux de la correction de valeur a augmenté de 129 points de base par rapport au premier trimestre de 2020 pour s'établir à 14,93 pour cent, ce qui reflète les attentes continues de la direction quant à l'augmentation des pertes futures liées à l'incidence continue de la COVID-19 (y compris l'incidence des récentes mesures de confinement et des préoccupations liées aux nouveaux variants) sur l'économie et à la fin éventuelle des programmes financiers de relance.

3.3.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Services Financiers

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Au premier trimestre, les Services Financiers amènent habituellement le plus grand apport au bénéfice consolidé. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée du secteur par trimestre pour les deux derniers exercices.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
Produits	297,2 \$	295,3 \$	301,3 \$	309,9 \$	341,9 \$	333,0 \$	343,0 \$	329,3 \$
Bénéfice avant impôt	126,4	115,6	90,5	51,0	70,2	109,5	108,9	95,5

3.4 Performance du secteur CT REIT

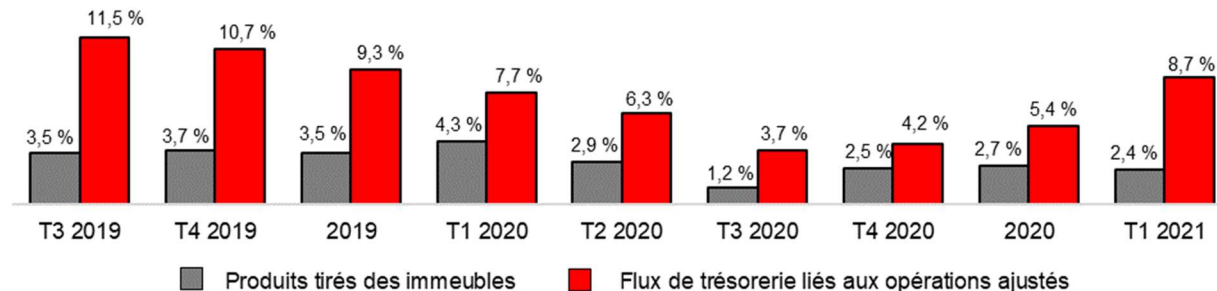
3.4.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020	Variation
Produits tirés des immeubles	129,9 \$	126,8 \$	2,4 %
Charges liées aux immeubles	29,2	28,9	0,7 %
Frais généraux et administratifs	3,8	3,0	33,3 %
Charges financières nettes	26,6	27,5	(3,3) %
(Profit) perte à la juste valeur	(4,3)	24,2	n.s. ¹
Bénéfice avant impôt	74,6 \$	43,2 \$	72,6 %

1. Non significatif.

Le graphique suivant présente la performance des produits tirés des immeubles et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre de CT REIT par trimestre pour les deux derniers exercices.

Produits tirés des immeubles et croissance des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre



Analyse du secteur CT REIT

Au cours du premier trimestre de 2021, les produits tirés des immeubles ont augmenté de 3,1 millions de dollars, principalement en raison des hausses contractuelles de loyer, des loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis, ainsi que des projets d'aménagement et d'intensification réalisés au cours du trimestre et en 2020. La variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement de 28,5 millions de dollars découlant de la mise à jour des hypothèses à l'égard des modèles d'évaluation des immeubles constitue le principal facteur de l'augmentation du bénéfice de 31,4 millions.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 5,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation du bénéfice d'exploitation découlant des hausses de loyer, des acquisitions réalisées en 2020 et de la baisse des charges financières.

Analyse du secteur CT REIT (suite)

T1 2021	
Produits tirés des immeubles	<p>▲ 3,1 millions de dollars ou 2,4 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits tirés des immeubles se sont établis à 129,9 millions de dollars, une augmentation de 3,1 millions, ou 2,4 pour cent. Cette augmentation est principalement attribuable aux hausses contractuelles de loyer, aux loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis et aux projets d'aménagement et d'intensification achevés au cours de 2021 et de 2020.
Charges liées aux immeubles	<p>▲ 0,3 million de dollars, stable par rapport à l'exercice précédent</p> <ul style="list-style-type: none"> Les charges liées aux immeubles se sont établies à 29,2 millions de dollars, un résultat semblable à l'exercice précédent.
Frais généraux et administratifs	<p>▲ 0,8 million de dollars ou 33,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais généraux et administratifs se sont établis à 3,8 millions de dollars, une augmentation de 0,8 million, ou 33,3 pour cent, qui s'explique principalement par la hausse des coûts liés au personnel, partiellement contrebalancée par la diminution de la charge d'impôt.
Charges financières nettes	<p>▼ 0,9 million de dollars ou 3,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les charges financières nettes se sont établies à 26,6 millions de dollars, une diminution de 0,9 million, ou 3,3 pour cent, attribuable à la baisse des intérêts sur les parts de société en commandite de catégorie C et à la diminution des charges d'intérêts inscrites à l'actif relativement à des projets d'aménagement en 2020, partiellement contrebalancées par une utilisation accrue des facilités de crédit.
Ajustement de la juste valeur des immeubles de placement	<p>▲ 28,5 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement représentait un profit de 4,3 millions de dollars principalement attribuable à la révision des données d'entrée et des hypothèses des modèles d'évaluation des immeubles. Ce montant d'ajustement de la juste valeur est éliminé à la consolidation.
Sommaire des résultats	<p>▲ 31,4 millions de dollars ou 72,6 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt s'est établi à 74,6 millions de dollars, une hausse de 31,4 millions, ou 72,6 pour cent, principalement attribuable à l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement, ainsi qu'à la hausse des produits tirés des immeubles.

3.4.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur CT REIT

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 7.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	99,0 \$	95,3 \$	3,9 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	71,4	66,9	6,4 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	63,5	58,2	8,7 %

1. Mesures non conformes aux PCGR, excluant tous les ajustements de la juste valeur. Se reporter à la section 7.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Bénéfice d'exploitation net

Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation net a augmenté de 3,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition d'immeubles productifs et d'immeubles en cours d'aménagement achevés en 2021 et en 2020. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 6,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net, de la baisse des charges d'intérêts et du calendrier des honoraires professionnels. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 8,7 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net et de la baisse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 7.3.2 pour plus d'information.

4. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

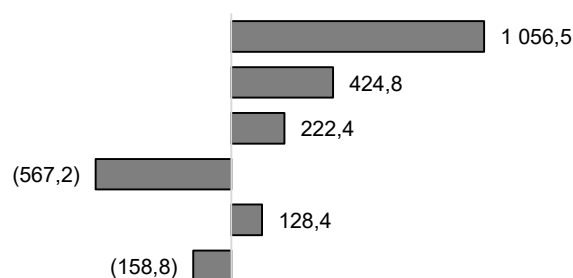
4.1 Principaux faits saillants du bilan

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 3 avril 2021 et la variation d'un exercice à l'autre par rapport au 28 mars 2020 sont présentés ci-dessous :

Total des variations	▲ 1 416,3 \$
-----------------------------	---------------------

Actifs	3 avril 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 499,9
Placements à court terme	630,0
Créances clients et autres débiteurs	1 220,8
Créances sur prêts	4 864,0
Stocks de marchandises	2 603,6
Créances à long terme et autres actifs	676,4

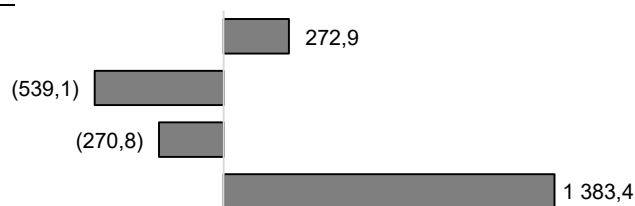
Variation des actifs d'un exercice à l'autre



Total des variations	▲ 882,8 \$
-----------------------------	-------------------

Passifs	3 avril 2021
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 313,4
Emprunts à court terme	615,4
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	4 265,9
Dépôts (tranche courante et à long terme)	3 870,7

Variation des passifs d'un exercice à l'autre



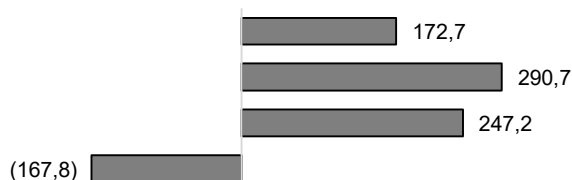
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	▲ 1 056,5 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, partiellement contrebalancés par les activités d'investissement et les activités de financement. Se reporter à la section 4.2 pour plus de détails.
Placements à court terme	▲ 424,8 millions de dollars	Les placements à court terme ont augmenté puisque la Société a terminé le trimestre avec une situation de trésorerie excédentaire, principalement dans le secteur Services Financiers.
Créances clients et autres débiteurs	▲ 222,4 millions de dollars	L'augmentation des créances clients et autres débiteurs est principalement attribuable à l'augmentation des créances des marchands découlant de la hausse des volumes de livraison chez Canadian Tire.
Créances sur prêts	▼ 567,2 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable aux paiements accrus des clients, à la diminution du nombre de comptes actifs et à la baisse du solde moyen des cartes de crédit par rapport à l'exercice précédent.
Stocks de marchandises	▲ 128,4 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la demande anticipée des clients chez Canadian Tire en fonction des saisons, partiellement contrebalancée par les stocks de SportChek en raison de la croissance vigoureuse des ventes par rapport à l'exercice précédent.
Créances à long terme et autres actifs	▼ 158,8 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à l'amélioration de la situation de trésorerie et aux solides résultats d'exploitation des emprunteurs de Franchise Trust.
Passifs		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	▲ 272,9 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la hausse d'achats de stocks en prévision de la forte demande des clients par rapport à l'exercice précédent.
Emprunts à court terme	▼ 539,1 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à la baisse des emprunts en vertu de la marge de crédit bancaire engagée de la Société et à la diminution de 245 millions de dollars du papier commercial de Glacier, facteurs contrebalancés en partie par la hausse du papier commercial libellé en dollars américains en cours.
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	▼ 270,8 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable au remboursement de billets à moyen terme de 250 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2020.
Dépôts (tranche courante et à long terme)	▲ 1 383,4 millions de dollars	L'augmentation est attribuable à la hausse des dépôts dans des comptes d'épargne à intérêt élevé et des dépôts de certificats de placement garanti (« CPG ») à long terme auprès de courtiers au sein du secteur Services Financiers.

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 3 avril 2021 et la variation par rapport au 2 janvier 2021 sont présentés ci-dessous :

Total des variations	▲ 571,9 \$
-----------------------------	-------------------

Actifs	3 avril 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 499,9
Stocks de marchandises	2 603,6
Créances clients et autres débiteurs	1 220,8
Créances sur prêts	4 864,0

Variation de l'actif



Total des variations	▲ 485,1 \$
-----------------------------	-------------------

Passifs	3 avril 2021
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 313,4
Emprunts à court terme	615,4
Dépôts (tranche courante et à long terme)	3 870,7

Variation du passif



Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	▲ 172,7 millions de dollars	L'augmentation est attribuable aux flux de trésorerie provenant des activités de financement, partiellement contrebalancés par les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation et aux activités d'investissement. Se reporter à la section 4.2 pour plus de détails.
Stocks de marchandises	▲ 290,7 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des niveaux de stocks de Canadian Tire afin de répondre à la demande anticipée des clients en fonction des saisons.
Créances clients et autres débiteurs	▲ 247,2 millions de dollars	L'augmentation des créances clients et autres débiteurs est principalement attribuable à l'augmentation des créances des marchands découlant de la hausse des volumes de livraison et du calendrier des livraisons chez Canadian Tire.
Créances sur prêts	▼ 167,8 millions de dollars	La diminution est principalement attribuable à la diminution du nombre de comptes actifs et à la baisse du solde moyen des cartes de crédit dans le secteur Services Financiers par rapport à la fin de l'exercice 2020.

Passifs		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	▼ 194,9 millions de dollars	La baisse des dettes fournisseurs et autres créditeurs résulte principalement du calendrier des paiements effectués aux fournisseurs au cours du trimestre.
Emprunts à court terme	▲ 450,0 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à l'émission du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 523 millions de dollars canadiens.
Dépôts et dépôts à long terme	▲ 361,0 millions de dollars	L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des dépôts dans des comptes d'épargne à intérêt élevé au cours du trimestre.

4.2 Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 1 499,9 millions de dollars au 3 avril 2021. Le tableau suivant présente certains postes des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres clos le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020	Variation
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'exploitation	(369,1) \$	(147,1) \$	(222,0) \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(88,9)	(99,1)	10,2
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	630,7	494,5	136,2
Flux de trésorerie générés au cours de la période	172,7 \$	248,3 \$	(75,6) \$

T1 2021	
Activités d'exploitation	<p>▲ Variation de 222,0 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation de la trésorerie affectée aux activités d'exploitation résulte principalement de la hausse de l'impôt payé au cours du trimestre étant donné que le paiement des acomptes provisionnels a été reporté au cours de la période comparative. Des paiements d'impôt finaux ont également été effectués au cours du trimestre relativement à une hausse importante du bénéfice en 2020. Les activités d'exploitation au sein du secteur Détail ont nécessité une augmentation du fonds de roulement, principalement en raison de la hausse des débiteurs découlant de l'augmentation des livraisons aux marchands et de la hausse des niveaux de stocks pour soutenir les ventes futures, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des paiements aux fournisseurs. L'amélioration du solde de trésorerie découlant des variations des créances sur prêts a également été moins importante en raison d'une augmentation de la croissance des ventes liées aux cartes de crédit.
Activités d'investissement	<p>▼ Variation de 10,2 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse de la trésorerie affectée aux activités d'investissement est principalement attribuable à la hausse du produit net de la cession d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation sont demeurées relativement stables par rapport à l'exercice précédent, la hausse des dépenses au titre du programme d'efficacité opérationnelle ayant été contrebalancée par la baisse des dépenses liées à l'immobilier.
Activités de financement	<p>▲ Variation de 136,2 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de la trésorerie provenant des activités de financement est principalement attribuable à l'émission de dépôts dans le secteur Services Financiers et à la baisse des dépenses liées au programme de rachat d'actions de la Société, facteurs contrebalancés par la diminution des emprunts à court terme.

4.3 Gestion du capital

Les objectifs en matière de gestion du capital de la Société consistent à assurer le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques; le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital; la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

4.3.1 Contexte réglementaire de la Banque Canadian Tire

La BCT gère son capital conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »). Les lignes directrices concernant le capital réglementaire du BSIF sont fondées sur le document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire Basel III : A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems, qui est entré en vigueur au Canada le 1^{er} janvier 2013, et mesurent le capital par rapport au risque de crédit, au risque de marché et aux risques opérationnels. La Banque a mis en œuvre diverses politiques de gestion du capital, ainsi que des procédures et des contrôles concernant le capital, notamment le processus interne d'évaluation de la suffisance du capital, pour atteindre ses objectifs.

Les objectifs de la Banque sont les suivants :

- disposer d'un capital suffisant pour garder la confiance des investisseurs et des déposants;
- posséder une structure du capital appropriée, selon les évaluations effectuées à l'interne, au sens où l'entendent les organismes de réglementation et par rapport aux autres institutions financières.

Au premier trimestre de 2021, la BCT se conformait à toutes les lignes directrices concernant les fonds propres réglementaires du BSIF ainsi qu'aux cibles établies à l'interne dans le cadre du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital et à toutes les clauses restrictives financières de sa convention de crédit bancaire.

4.4 Activités d'investissements

4.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Immobilier	34,2 \$	36,5 \$
Technologies de l'information	21,7	21,5
Autres dépenses d'exploitation	5,1	2,6
Programme d'efficacité opérationnelle	12,3	8,5
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	73,3	69,1
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	3,5	41,0
Capacité de distribution	12,5	4,2
Total des dépenses d'investissement¹	89,3 \$	114,3 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

T1 2021	
Dépenses d'investissement totales	<p>▼ 25,0 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation sont demeurées relativement stables par rapport à l'exercice précédent, la hausse des dépenses au titre du programme d'efficacité opérationnelle ayant été contrebalancée par la baisse des dépenses liées à l'immobilier. Le total des dépenses d'investissement a diminué en raison de la baisse des acquisitions de CT REIT, partiellement contrebalancée par une augmentation des dépenses liées à la capacité de distribution au cours du trimestre considéré.

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 255,1 millions de dollars au 3 avril 2021 (2020 – 202,0 millions) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4.5 Liquidités et financement

Puisqu'elle peut accéder à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités. La Société, CT REIT et la BCT disposent de diverses sources de financement de rechange afin de s'assurer qu'elles ont accès au niveau de liquidités nécessaire pour réaliser les obligations financières et les initiatives clés de la Société.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on continue d'observer une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à maintenir un bilan solide et s'assure d'avoir un accès continu à du capital.

Au cours du trimestre clos le 3 avril 2021 :

- Le 6 janvier 2021, CT REIT a émis des débentures de premier rang non garanties de série G d'un montant de 150,0 millions de dollars assorties d'un taux d'intérêt nominal de 2,371 pour cent qui arrivent à échéance le 6 janvier 2031.
- Le 10 janvier 2021, CT REIT a remboursé des débentures de premier rang non garanties de série C d'un montant de 150,0 millions de dollars.

Au 3 avril 2021

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Marges de crédit bancaire engagées	5 338,2 \$	2 788,2 \$	2 250,0 \$	300,0 \$
Moins : emprunts impayés	(42,1)	(42,1)	—	—
Moins : papier commercial libellé en dollars américains en cours	(523,3)	(523,3)	—	—
Moins : lettres de crédit en cours	(5,8)	—	—	(5,8)
Marges de crédit bancaire engagées disponibles	4 767,0 \$	2 222,8 \$	2 250,0 \$	294,2 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	2 129,9	118,2	2 005,1	6,6
Liquidités	6 896,9 \$	2 341,0 \$	4 255,1 \$	300,8 \$

La Société a terminé le trimestre avec de la trésorerie et des placements à court terme de 2,1 milliards de dollars, et des liquidités de 2,3 milliards, de 4,3 milliards et de 300,8 millions pour les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT, respectivement.

Sources de financement	
Marges de crédit bancaire engagées	<ul style="list-style-type: none"> Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes et trois institutions financières étrangères, une marge de crédit bancaire engagée de 2,0 milliards de dollars est mise à la disposition de la Société à des fins générales et viendra à échéance en août 2024. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 avril 2021. Consentie par un consortium de cinq institutions financières canadiennes, une marge de crédit bancaire engagée de 710,0 millions de dollars est mise à la disposition de la Société à des fins générales et viendra à échéance le 30 juin 2022. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 avril 2021. Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes, une marge de crédit bancaire engagée de 300,0 millions de dollars est mise à la disposition de CT REIT à des fins générales et viendra à échéance en décembre 2024. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 avril 2021. La Banque Scotia a consenti à la BCT une marge de crédit bancaire engagée non garantie de 250,0 millions de dollars arrivant à échéance en octobre 2022. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 3 avril 2021. Helly Hansen avait une marge de crédit bancaire engagée garantie de 350,0 millions NOK et une facilité d'affacturage de 350,0 millions NOK (toutes deux équivalant à 51,6 millions de dollars canadiens) qui ont été fournies par une banque norvégienne et qui arrivent à échéance en octobre 2022. Des emprunts équivalant à un total de 42,1 millions de dollars canadiens (285,4 millions NOK) étaient en cours en vertu de ces marges de crédit bancaire au 3 avril 2021.
Facilités d'achat de billets de GCCT	<ul style="list-style-type: none"> La Banque Scotia a consenti à la BCT des facilités d'achat de billets engagées de 2,0 milliards de dollars pour l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT, lesquelles arrivent à échéance en octobre 2022. GCCT avait un montant nominal dû en vertu de ces facilités de crédit au 3 avril 2021.
Programmes de papier commercial	<ul style="list-style-type: none"> Au 3 avril 2021, GCCT avait du papier commercial adossé à des créances en cours pour un montant de 50 millions de dollars. Au 3 avril 2021, la Société avait du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 523,3 millions de dollars canadiens (416 millions de dollars américains).
Billets à moyen terme et débetures	<ul style="list-style-type: none"> Au 3 avril 2021, la Société avait des billets à moyen terme en cours pour un montant en capital total de 950,0 millions de dollars. Au 3 avril 2021, CT REIT avait des débetures de premier rang non garanties en cours d'un montant en capital total de 1,1 milliard de dollars. La section 6.5 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement.
Billets de premier rang à terme et billets subordonnés de GCCT	<ul style="list-style-type: none"> Au 3 avril 2021, GCCT avait des billets à terme de premier rang et subordonnés en cours d'un montant en capital total de 2,2 milliards de dollars. La section 6.5 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement.

Sources de financement	
Dépôts de CPG auprès de courtiers	<ul style="list-style-type: none"> Les fonds continuent d'être facilement accessibles à la BCT par l'entremise des réseaux de courtiers. Au 3 avril 2021, les dépôts de CPG de la BCT auprès de courtiers s'élevaient à 2 487,2 millions de dollars.
Dépôts de détail	<ul style="list-style-type: none"> Les dépôts de détail se composent des dépôts dans les comptes d'épargne à intérêt élevé et dans les CPG de détail de la BCT, qui sont offerts dans le cadre des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») ou non. Au 3 avril 2021, les dépôts de détail de la BCT s'élevaient à 1 383,4 millions de dollars.

Notations du crédit

Le 26 février 2021, Standard & Poor's (« S&P ») a révisé les perspectives de la Société quant à sa notation à long terme, la faisant passer de « négative » à « stable », citant des résultats d'exploitation plus solides que prévu pour l'exercice 2020 et des hausses du BAIIA et des flux de trésorerie d'exploitation disponibles du secteur Détail d'un exercice à l'autre. Il n'y a aucune autre modification relativement aux notations du crédit de la Société présentées à la section 6.5 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société.

4.5.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

Se reporter à la section 6.5.1 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société pour une description des obligations contractuelles au 2 janvier 2021. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles dont il est question dans le présent document. Au 3 avril 2021, la Société était d'avis qu'elle avait la capacité de s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, se reporter à la note 34 des états financiers consolidés de 2020 de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements susmentionnés est présentée à la note 5 des états financiers consolidés de 2020 de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux dont il est question dans le présent document.

5. Capitaux propres

5.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)

	3 avril 2021	28 mars 2020	2 janvier 2021
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (2020 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 758 actions de catégorie A sans droit de vote (28 mars 2020 – 57 383 758; 2 janvier 2021 – 57 383 758)	600,4	586,7	596,8
	600,6 \$	586,9 \$	597,0 \$

Chaque année, la Société effectue une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX »), qui lui permet de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote sur le marché libre.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Le 14 février 2020, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,5 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2020 et le 1^{er} mars 2021. Le 19 février 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,4 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2021 et le 1^{er} mars 2022. À l'heure actuelle, la Société a l'intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote seulement à des fins d'antidilution en 2021.

Les rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités sont tous effectués au moyen de transactions sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens, s'ils sont admissibles, au cours du marché des actions au moment du rachat ou de toute autre façon permise en vertu des règles de la TSX et des lois en valeurs mobilières applicables. Les actions de catégorie A sans droit de vote rachetées par la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités retrouvent le statut d'actions autorisées et non émises. Les détenteurs de titres peuvent obtenir un exemplaire de l'avis sans frais en communiquant avec le secrétaire général de la Société.

5.2 Dividendes

Le ratio de distribution cible à long terme de la Société est d'environ 30 à 40 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période. Le ratio de distribution peut fluctuer pour un exercice donné en raison d'événements inhabituels ou non récurrents, comme l'incidence de la COVID-19 sur la Société.

Le 12 mai 2021, la Société a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 1,175 \$ par action, payables le 1^{er} septembre 2021 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 juillet 2021. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

5.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours de l'exercice, les contrats livrés sur actions qui couvraient 200 000 options sur actions et unités d'actions au rendement ont été réglés et ont donné lieu à des entrées de trésorerie d'environ 6,6 millions de dollars. Aucun nouveau contrat à terme sur actions n'a été conclu au premier trimestre de 2021.

6. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement à l'état des vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées dans la section 8 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues. Pour une description des éventualités en matière fiscale de la Société, se reporter à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le premier trimestre de 2021.

Pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021, l'impôt sur le résultat a représenté une charge de 68,1 millions de dollars, comparativement à une économie de 9,3 millions à l'exercice précédent. La charge d'impôt est principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice, à la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible et à la diminution des ajustements favorables apportés aux estimations fiscales au cours de la période.

7. Méthodes et estimations comptables et mesures non conformes aux PCGR

7.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés de 2020 de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'annexe 51-102A1, Rapport de gestion, publiée par les Autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières, à l'exception de la correction de valeur pour perte de valeur des créances du secteur Services Financiers.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pourrait être importante de l'avis de la Société, y compris la portée des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations.

7.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)*, qui a été publiée en août 2020. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]), dans le cas où les TIO seraient remplacés par des taux de référence alternatifs.

En ce qui concerne les instruments financiers comptabilisés au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification, de sorte qu'advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate soit constaté. Au 3 avril 2021, à l'exception des placements à court et à long terme d'un montant de 250 millions de dollars qui précisent la durée du taux offert en dollars canadiens sur trois mois (« CDOR »), l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers non dérivés de la Société aux TIO visés par la réforme n'était pas importante.

Les modifications prévoient également une mesure d'allègement temporaire qui permet aux relations de couverture de se poursuivre au moment du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux d'intérêt de référence alternatif dans certaines conditions admissibles, y compris la modification de la désignation de couverture et de la documentation pour refléter le nouveau taux, et permettent de nouvelles relations de couverture qui entrent dans le champ d'application des modifications de la phase 2.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR. Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR.

Au cours du trimestre, la Société a adhéré au International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (« protocole de l'ISDA »). Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés.

Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société continuent de s'appliquer pour les éléments de comptabilité de couverture qui ne sont pas visés par les modifications et pour les couvertures qui ne sont pas directement concernées par la réforme des TIO.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 1^{er} janvier 2022 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Amélioration des informations à fournir sur les méthodes comptables et clarification de la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables (modifications à IAS 1 et à IAS 8)

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à portée limitée à IAS 1, *Présentation des états financiers*, à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 à l'égard des jugements concernant l'importance relative (IFRS Practice Statement 2 Making Materiality Judgements) et à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

Les modifications à IAS 1 exigent des sociétés qu'elles présentent toutes leurs méthodes comptables importantes, plutôt que leurs principales méthodes comptables. Les modifications apportées à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 fournissent des directives sur la façon d'appliquer le concept d'importance relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables.

Les modifications à IAS 8 clarifient la façon dont les sociétés devraient faire la distinction entre les changements de méthodes comptables et les changements d'estimations comptables. Cette distinction est importante parce que les changements d'estimations comptables sont appliqués de façon prospective uniquement aux transactions futures et aux autres événements futurs, mais les changements de méthodes comptables sont généralement appliqués de façon rétrospective aux transactions passées et aux autres événements passés.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

7.3 Mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons suivantes.

7.3.1 Mesures clés de performance opérationnelle

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés Mark's et SportChek, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les enseignes, et des services fournis dans le cadre de l'offre des Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Les ventes des enseignes du secteur Détail sont décrites dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 3.2.2 du présent rapport de gestion. Les ventes au détail excluent les ventes au détail d'Helly Hansen dans ses magasins de détail.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Ventes comparables

Les ventes comparables sont une mesure utilisée par la direction et qui est également communément utilisée dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. Le calcul comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine et les ventes de commerce électronique. Pour l'exercice en cours, la croissance des ventes comparables et la croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables ont été calculées en alignant le calendrier de l'exercice 2020 sur le calendrier de l'exercice 2021 (à savoir que les ventes de la première semaine de 2021 ont été comparées avec les ventes de la deuxième semaine de 2020) et tiennent compte des ventes des magasins qui ont été temporairement fermés. Les ventes comparables de l'exercice précédent ne tiennent pas compte des ventes réalisées au cours de la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés. La Société examine également les ventes comparables consolidées, qui comprennent les ventes comparables de Canadian Tire (incluant PartSource, PHL et Party City), de SportChek et de Mark's, mais excluent les ventes comparables de la Division pétrolière et d'Helly Hansen. Les ventes comparables et la croissance des ventes au détail de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites plus en détail à la section 3.2.2 du présent rapport de gestion.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites à la section 3.2.2 du présent rapport de gestion.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi dans les activités de détail est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail par le capital investi dans les activités de détail. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail sur les 12 derniers mois, excluant les charges d'intérêts, la dotation à l'amortissement liée aux contrats de location, le bénéfice intersectoriel et tout élément de normalisation. Le capital investi dans les activités de détail est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail, moins les dettes fournisseurs et charges à payer et les soldes intersectoriels du secteur Détail selon une moyenne des quatre derniers trimestres.

En 2021, la Société a mis à jour son calcul afin d'inclure les actifs au titre de droits d'utilisation dans le capital investi, plutôt que les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit en vertu de la définition précédente. La direction a retraité la mesure présentée précédemment aux fins de comparabilité du rendement du capital investi dans les activités de détail afin que sa présentation soit conforme à celle du calcul de l'exercice en cours. De nombreuses méthodes existent pour calculer le rendement du capital investi dans les activités de détail, et la méthode adoptée par la Société pour calculer le rendement du capital investi dans les activités de détail pourrait différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés. Par conséquent, la Société a présenté les détails du calcul dans la section suivante à des fins de comparaison.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Bénéfice avant impôt normalisé tiré des activités de détail	998,3 \$	607,7 \$
Moins :		
Ajustements intersociétés ¹	(191,6)	(195,1)
Ajouter :		
Charges d'intérêts ²	273,2	301,6
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	523,0	504,0
Taux d'imposition effectif normalisé lié aux activités de détail	29,0 %	24,2 %
Impôt	(465,2)	(294,9)
Bénéfice tiré des activités de détail	1 137,7 \$	923,3 \$
Actifs de détail ²	15 155,4	15 290,4
Moins :		
Ajustements intersociétés ¹	(3 397,9)	(3 445,9)
Dettes fournisseurs et charges à payer ³	(2 405,9)	(2 234,8)
Capital investi dans les activités de détail	9 351,6 \$	9 609,7 \$
Rendement du capital investi dans les activités de détail	12,2 %	9,6 %

1. Les ajustements intersociétés comprennent le bénéfice intersociétés reçu de CT REIT, qui est inclus dans le secteur Détail, et les placements intersociétés effectués par le secteur Détail dans CT REIT et par les Services Financiers Canadian Tire.

2. Exclut Franchise Trust.

3. Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les dettes fournisseurs et autres crédateurs, les passifs dérivés à court terme, les provisions à court terme et l'impôt à payer.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur 12 mois.

7.3.2 Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ainsi que des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	398,9 \$	156,4 \$
Ajouter :		
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	70,6	69,7
Charges financières nettes liées aux contrats de location	22,1	24,1
BAIIA normalisé	491,6 \$	250,2 \$
Moins les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	8,7	7,5
BAIIA	482,9 \$	242,7 \$
Moins :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	100,5	101,9
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	70,6	69,7
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	35,2	44,1
Charges financières nettes liées aux contrats de location	22,1	24,1
Bénéfice avant impôt	254,5 \$	2,9 \$
Charge d'impôt	68,1	(9,3)
Bénéfice net	186,4 \$	12,2 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	34,6	25,5
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire	151,8 \$	(13,3) \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021 se sont chiffrés à 3,9 millions de dollars (2020 – 3,1 millions).

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés du secteur Détail, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ainsi que des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	187,7 \$	(5,2) \$
Ajouter :		
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	132,0	129,0
Charges financières nettes liées aux contrats de location	53,4	57,0
BAIIA normalisé	373,1 \$	180,8 \$
Moins les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	8,7	7,5
BAIIA	364,4 \$	173,3 \$
Moins :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	80,8	84,1
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	132,0	129,0
(Produits financiers nets) charges financières nettes, autres que ceux liés aux contrats de location	(4,3)	2,8
Charges financières nettes liées aux contrats de location	53,4	57,0
Bénéfice avant impôt	102,5 \$	(99,6) \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021 se sont chiffrés à 3,9 millions de dollars (2020 – 3,1 millions).

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail de la Société. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	808,2 \$	794,5 \$
Ajouter :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	96,6	98,8
Moins :		
Charges financières nettes liées aux contrats de location	22,1	24,1
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	882,7 \$	869,2 \$
Plus les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	8,7	7,5
Frais de vente, généraux et administratifs	891,4 \$	876,7 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail, avec les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	825,1 \$	817,2 \$
Ajouter :		
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	76,9	81,0
Moins :		
Charges financières nettes liées aux contrats de location	53,4	57,0
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	848,6 \$	841,2 \$
Plus les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	8,7	7,5
Frais de vente, généraux et administratifs	857,3 \$	848,7 \$

Bénéfice net normalisé

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé et du bénéfice net, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020. La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net, une mesure conforme aux PCGR, est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Bénéfice net normalisé	192,8 \$	17,7 \$
Moins les éléments de normalisation :		
Programme d'efficacité opérationnelle	6,4	5,5
Bénéfice net	186,4 \$	12,2 \$

Bénéfice net normalisé attribuable aux actionnaires et bénéfice net par action normalisé

La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA de base, qui sont des mesures conformes aux PCGR, pour ces éléments non liés à l'exploitation est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé et du BPA de base et dilué normalisé avec les mesures conformes aux PCGR correspondantes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T1 2021	BPA	T1 2020	BPA
Bénéfice net/BPA de base	151,8 \$	2,50 \$	(13,3) \$	(0,22) \$
Ajout de l'incidence après impôt des éléments suivants, attribuables aux actionnaires de la Société :				
Programme d'efficacité opérationnelle	6,4 \$	0,10 \$	5,5 \$	0,09 \$
Bénéfice net (perte nette) normalisé/BPA de base normalisé	158,2 \$	2,60 \$	(7,8) \$	(0,13) \$
Bénéfice net (perte nette) normalisé/BPA dilué normalisé	158,2 \$	2,57 \$	(7,8) \$	(0,13) \$

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures conformes aux PCGR. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

Au 3 avril 2021

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Dettes nettes consolidées				
Dépôts à court terme	1 696,8	—	1 696,8	—
Dépôts à long terme	2 173,9	—	2 173,9	—
Emprunts à court terme	615,4	565,4	50,0	—
Tranche courante de la dette à long terme	0,5	—	—	0,5
Dette à long terme	4 265,4	951,1	2 178,0	1 136,3
Dettes	8 752,0	1 516,5	6 098,7	1 136,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme ¹	(2 129,9)	(118,2)	(2 005,1)	(6,6)
Placements à long terme ¹	(176,4)	—	(176,4)	—
Dettes nettes	6 445,7	1 398,3	3 917,2	1 130,2
Dettes intersociétés	—	(1 572,8)	79,2	1 493,6
Dettes nettes ajustées	6 445,7 \$	(174,5) \$	3 996,4 \$	2 623,8 \$

1. Comprend des réserves réglementaires.

Au 28 mars 2020

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	Services Financiers	CT REIT
Dette nette consolidée				
Dépôts à court terme	770,9	—	770,9	—
Dépôts à long terme	1 716,4	—	1 716,4	—
Emprunts à court terme	1 154,0	859,1	294,9	—
Tranche courante de la dette à long terme	751,0	250,4	500,0	0,6
Dette à long terme	3 786,0	950,7	1 698,5	1 136,8
Dette	8 178,3	2 060,2	4 980,7	1 137,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme ^{1, 2}	(648,6)	(239,4)	(389,0)	(20,2)
Placements à long terme ^{1, 2}	(116,0)	—	(116,0)	—
Dette nette	7 413,7	1 820,8	4 475,7	1 117,2
Dette intersociétés ²	—	(1 513,9)	62,3	1 451,6
Dette nette ajustée	7 413,7 \$	306,9 \$	4 538,0 \$	2 568,8 \$

1. Comprend des réserves réglementaires.

2. Les chiffres de la période précédente ont été retraités afin de refléter la présentation de l'exercice considéré.

Mesures financières de CT REIT non conformes aux PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé de la performance, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle.

CT REIT évalue sa performance en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions au cours de l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Produits tirés des immeubles	129,9 \$	126,8 \$
Moins :		
Charges liées aux immeubles	29,2	28,9
Produits locatifs comptabilisés de manière linéaire	1,7	2,6
Bénéfice d'exploitation net	99,0 \$	95,3 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations et ses flux de trésorerie liés aux opérations ajustés conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les normes IFRS, qui a été publié en février 2019. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ne devraient pas être considérés comme des mesures de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux normes IFRS.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure de la performance opérationnelle qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux normes IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajoutent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements de la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de manière linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant le bénéfice net en fonction de tous les ajustements utilisés pour calculer les flux de trésorerie liés aux opérations, ainsi que des ajustements pour tenir compte d'éléments des produits et des charges sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de manière linéaire. Le bénéfice net est également ajusté au moyen d'une réserve servant à préserver la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre. Les réserves au titre des dépenses d'investissement dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, tel qu'il est présenté dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

(en millions de dollars canadiens)	T1 2021	T1 2020
Bénéfice avant impôt	74,6 \$	43,2 \$
(Profit) perte à la juste valeur	(4,3)	24,2
Impôt différé	0,7	1,0
Paiements sur le capital des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	(0,2)	(0,1)
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	0,4	(1,6)
Charges liées à la location interne	0,2	0,2
Flux de trésorerie liés aux opérations	71,4	66,9
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de manière linéaire	(1,7)	(2,6)
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(6,2)	(6,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	63,5 \$	58,2 \$

8. Principaux risques et gestion des risques

La Société est régulièrement exposée à un certain nombre d'occasions et de risques dans le cours normal de ses activités. La gestion efficace des risques est une priorité clé pour la Société afin de soutenir la réalisation de ses stratégies et de ses objectifs d'affaires. La Société a par conséquent adopté un cadre de gestion des risques d'entreprise (le « cadre de GRE ») aux fins de l'identification, de l'évaluation, de la surveillance, de l'atténuation et de la communication des principaux risques. Le cadre de GRE est conçu pour :

- protéger la Société et sa réputation;
- soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de la Société;
- préserver et accroître la valeur pour les actionnaires;
- soutenir la planification et l'exploitation des activités en offrant un point de vue interfonctionnel de la gestion des risques, intégré dans les processus de planification stratégique et de présentation de l'information de toutes les sphères d'activités.

La Société œuvre en faveur d'une culture de gestion des risques solide en favorisant un ensemble commun de valeurs, de croyances, de connaissances et de compréhension des risques. Cette culture est essentielle au soutien du cadre de GRE et d'une gouvernance des risques efficace dans l'ensemble de la Société.

Se reporter à la section 10 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société pour obtenir de plus amples renseignements sur le cadre de GRE de la Société et pour une analyse plus détaillée des risques.

9. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 11 du rapport de gestion annuel de 2020 de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 3 avril 2021, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

10. Responsabilité environnementale et sociale

10.1 Aperçu

En tant qu'entreprise fièrement canadienne et citoyenne responsable, la Société a fait de la durabilité environnementale une priorité. S'alignant sur les efforts déployés à l'échelle mondiale et au Canada pour lutter contre les changements climatiques, la Société s'est fixé des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (« GES ») et a réalisé des progrès en ce qui a trait à la mise en œuvre d'initiatives de développement durable visant à réduire la consommation d'énergie et les déchets, ainsi qu'à l'utilisation de matériaux plus durables dans ses articles. Pour plus de détails sur la stratégie de la Société en matière de développement durable, se reporter à la section 2.8 de la notice annuelle de 2020. Un exemplaire du Rapport de durabilité est disponible à l'adresse <https://corp.canadiantire.ca/French/durabilite/default.aspx>.

La Société soutient diverses causes sociales, mais la principale bénéficiaire est la Fondation Bon départ de Canadian Tire. Pour plus de détails sur l'engagement de la Société à l'égard de diverses causes sociales visant à améliorer le contexte social pour les Canadiens, se reporter à la section 2.8 de la notice annuelle de 2020. Veuillez consulter le site de Bon départ pour plus d'information : <http://bondepart.canadiantire.ca/>.

11. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- les répercussions de la COVID-19, à la section 3;
- le programme d'efficacité opérationnelle de la Société, y compris l'objectif en matière d'économies annualisées, à la section 3.1.1;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la section 5.1.

Les déclarations prospectives fournissent de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Certaines déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir »,

« supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les hypothèses importantes et les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, la durée et l'incidence de la COVID-19, y compris les mesures adoptées par les autorités gouvernementales ou publiques en réaction à la pandémie, l'efficacité de certaines mesures de performance, les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans le contexte concurrentiel, les capacités fondamentales de la Société et les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Les attentes de la direction quant au programme d'efficacité opérationnelle sont fondées sur certaines hypothèses liées aux économies de coût et aux gains d'efficacité opérationnelle anticipés. Bien que la Société estime que l'information prospective présentée dans ce document repose sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, une telle information est nécessairement assujettie à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des dirigeants et des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et SportChek de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer des articles de ses marques maison et ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences et les attentes changeantes des consommateurs envers le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les effets possibles sur nos activités de conflits internationaux, des contextes politiques et d'autres faits nouveaux, notamment les changements concernant ou touchant les questions économiques et commerciales ainsi que l'écllosion de contagions et de maladies pandémiques; g) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux changements climatiques, aux prix des marchandises et à la continuité des activités; h) les relations de la Société avec les marchands, les franchisés, les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers; i) les modifications aux lois, aux règles, aux règlements et aux politiques applicables aux activités de la Société; j) le risque d'atteinte à la réputation et à la marque de la Société; k) le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; l) la structure du capital, la stratégie de financement, le programme de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société; m) la capacité de la Société à obtenir toutes les approbations réglementaires requises; n) la capacité de la Société à conclure toute acquisition proposée; o) la capacité de la Société à réaliser les avantages et les synergies attendus de ses acquisitions. En ce qui concerne les déclarations à l'égard du programme d'efficacité opérationnelle de la Société, ces facteurs comprennent aussi : a) la possibilité que la Société ne réalise pas les économies annualisées ciblées; b) la possibilité que le programme entraîne des répercussions inattendues sur la performance globale; c) la possibilité que les coûts non récurrents et les dépenses d'investissement liés au programme soient plus importants que prévu; et d) la possibilité que la Société ne réalise pas la récupération attendue dans le délai anticipé pour les indemnités de départ, les coûts liés à la fermeture de magasins et les autres charges connexes enregistrés. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter à la section 10 (Risques clés et gestion des risques) du rapport de gestion annuel de 2020 et à toutes les sous-sections qui s'y rapportent, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles sur le site de SEDAR (Système d'analyse et de recherche électroniques), aux adresses www.sedar.com et <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>.

L'information prospective présentée dans ce document reflète certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. Elle ne tient pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents, ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le rapport aux actionnaires;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles et autres renseignements supplémentaires;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les états financiers trimestriels et les rapports de gestion de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 12 mai 2021

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
PREMIER TRIMESTRE DE 2021

Index des états financiers et notes annexes

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)	42
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)	43
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)	44
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité).....	45
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité).....	46

NOTES ANNEXES (NON AUDITÉ)

Note 1. La Société et ses activités	47
Note 2. Base d'établissement	47
Note 3. Gestion du capital	50
Note 4. Liquidités et financement	51
Note 5. Secteurs opérationnels	51
Note 6. Créances sur prêts	53
Note 7. Dette à long terme	55
Note 8. Capital social	56
Note 9. Paiements fondés sur des actions	57
Note 10. Produits.....	57
Note 11. Coûts des activités génératrices de produits.....	58
Note 12. Frais de vente, généraux et administratifs	58
Note 13. Charges financières nettes.....	58
Note 14. Impôt sur le résultat	59
Note 15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie	59
Note 16. Instruments financiers	60
Note 17. Éventualités	62

Bilans consolidés intermédiaires résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 3 avril 2021	Au 28 mars 2020	Au 2 janvier 2021
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	1 499,9 \$	443,4 \$	1 327,2 \$
Placements à court terme	630,0	205,2	643,0
Créances clients et autres débiteurs	1 220,8	998,4	973,6
Créances sur prêts (note 6)	4 864,0	5 431,2	5 031,8
Stocks de marchandises	2 603,6	2 475,2	2 312,9
Impôt sur le résultat à recouvrer	48,4	35,9	21,9
Charges payées d'avance et dépôts	216,2	152,7	193,8
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	19,4	14,2	42,6
Total des actifs courants	11 102,3	9 756,2	10 546,8
Créances à long terme et autres actifs	676,4	835,2	631,9
Placements à long terme	176,4	116,0	146,2
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 365,0	2 341,6	2 372,8
Immeubles de placement	396,8	391,2	385,8
Immobilisations corporelles	4 264,8	4 280,7	4 298,2
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 684,1	1 540,3	1 696,7
Impôt différé	283,2	271,5	298,7
Total de l'actif	20 949,0 \$	19 532,7 \$	20 377,1 \$
PASSIF			
Dépôts	1 696,8	770,9	1 228,0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 313,4	2 040,5	2 508,3
Provisions	178,4	186,9	196,7
Emprunts à court terme	615,4	1 154,5	165,4
Emprunts	539,9	629,9	506,6
Tranche courante des obligations locatives	353,4	343,1	329,9
Impôt à payer	25,8	26,7	120,4
Tranche courante de la dette à long terme	0,5	751,0	150,5
Total des passifs courants	5 723,6	5 903,5	5 205,8
Provisions à long terme	66,0	64,5	70,3
Dette à long terme	4 265,4	3 785,7	4 115,7
Dépôts à long terme	2 173,9	1 716,4	2 281,7
Obligations locatives à long terme	1 856,1	1 775,4	1 896,6
Impôt différé	121,1	126,1	122,0
Autres passifs à long terme	821,4	773,1	850,3
Total du passif	15 027,5	14 144,7	14 542,4
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 8)	600,6	586,9	597,0
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de perte globale	(224,7)	(117,3)	(237,7)
Bénéfices non distribués	4 213,0	3 601,5	4 136,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	4 591,8	4 074,0	4 499,1
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 329,7	1 314,0	1 335,6
Total des capitaux propres	5 921,5	5 388,0	5 834,7
Total du passif et des capitaux propres	20 949,0 \$	19 532,7 \$	20 377,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net

Pour les périodes de
13 semaines closes

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action) (non audité)

	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Produits (note 10)	3 322,9 \$	2 848,3 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 11)	2 136,5	1 909,1
Marge brute	1 186,4	939,2
Autres produits	(16,8)	(8,6)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 12)	891,4	876,7
Charges financières nettes (note 13)	57,3	68,2
Bénéfice avant impôt	254,5	2,9
Charge (économie) d'impôt	68,1	(9,3)
Bénéfice net	186,4 \$	12,2 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux :		
Actionnaires de la Société Canadian Tire	151,8 \$	(13,3) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	34,6	25,5
	186,4 \$	12,2 \$
Bénéfice (perte) par action de base	2,50 \$	(0,22) \$
Bénéfice (perte) par action dilué	2,47 \$	(0,22) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :		
De base	60 808 383	61 170 366
Dilué	61 397 960	61 170 366

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Bénéfice net	186,4 \$	12,2 \$
Autres éléments de (perte globale) bénéfice global, déduction faite de l'impôt		
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :		
Profits nets (pertes nettes) liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	20,6	(27,3)
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(4,4)	14,4
Reclassement de la perte en résultat	2,4	0,5
Écart de change	(9,9)	(74,4)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :		
(Pertes nettes) profits nets liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	(14,9)	104,9
Autres éléments de (perte globale) bénéfice global	(6,2) \$	18,1 \$
Autres éléments de (perte globale) bénéfice global attribuables aux :		
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(9,9) \$	20,6 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	3,7	(2,5)
	(6,2) \$	18,1 \$
Bénéfice global	180,2 \$	30,3 \$
Bénéfice global attribuable aux :		
Actionnaires de la Société Canadian Tire	141,9 \$	7,3 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	38,3	23,0
	180,2 \$	30,3 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	186,4 \$	12,2 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et d'actifs au titre de droits d'utilisation (notes 11 et 12)	142,5	145,3
Charge (économie) d'impôt	68,1	(9,3)
Charges financières nettes (note 13)	57,3	68,2
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	28,6	26,3
Profit à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation	(6,7)	(10,9)
Total, à l'exception des éléments suivants :	476,2	231,8
Intérêts versés	(63,2)	(78,3)
Intérêts reçus	3,2	4,1
Impôt sur le résultat payé	(183,8)	(24,4)
Variation des créances sur prêts	149,7	375,6
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(751,2)	(655,9)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(369,1)	(147,1)
Activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(80,5)	(84,8)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(31,3)	(38,4)
Total des entrées	(111,8)	(123,2)
Acquisition de placements à court terme	(232,3)	(77,0)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	245,3	104,4
Produit de la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placements et d'actifs détenus en vue de la vente	36,7	0,8
Paiements de loyers au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital)	3,6	4,3
Acquisition de placements à long terme et autres	(30,4)	(8,4)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(88,9)	(99,1)
Activités de financement		
Dividendes versés	(67,7)	(66,3)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(49,0)	(27,5)
Total des dividendes et des distributions payés	(116,7)	(93,8)
Émission nette de titres d'emprunt à court terme	450,0	704,5
Émission de titres d'emprunt	112,2	71,6
Remboursement de titres d'emprunt	(78,9)	(63,1)
Émission de titres d'emprunt à long terme	150,0	18,6
Remboursement sur la dette à long terme	(150,0)	(0,5)
Paiement d'obligations locatives (sur le capital)	(84,6)	(83,9)
Paiement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	(1,0)	—
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	(4,0)	(100,4)
Paiements liés aux instruments financiers	(6,2)	(0,6)
Variation des dépôts	359,9	42,1
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	630,7	494,5
Flux de trésorerie générés au cours de la période	172,7	248,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	1 327,2	195,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	1 499,9 \$	443,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)						Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)	Écart de change				
Solde au 2 janvier 2021	597,0	\$ 2,9	\$ (123,1)	\$ (114,6)	\$ (237,7)	\$ 4 136,9	\$ 4 499,1	\$ 1 335,6	\$ 5 834,7	
Bénéfice net	—	—	—	—	—	151,8	151,8	34,6	186,4	
Autres éléments de bénéfice global (perte globale)	—	—	—	(9,9)	(9,9)	—	(9,9)	3,7	(6,2)	
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	—	(9,9)	(9,9)	151,8	141,9	38,3	180,2	
Transferts des pertes liées aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	22,9	—	22,9	—	22,9	—	22,9	
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire										
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	3,9	—	—	—	—	—	3,9	—	3,9	
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(4,0)	—	—	—	—	—	(4,0)	—	(4,0)	
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	3,7	—	—	—	—	(3,7)	—	—	—	
Dividendes	—	—	—	—	—	(72,0)	(72,0)	—	(72,0)	
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle										
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	4,8	4,8	
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(49,0)	(49,0)	
Total des apports et des distributions	3,6	—	22,9	—	22,9	(75,7)	(49,2)	(44,2)	(93,4)	
Solde au 3 avril 2021	600,6	\$ 2,9	\$ (100,2)	\$ (124,5)	\$ (224,7)	\$ 4 213,0	\$ 4 591,8	\$ 1 329,7	\$ 5 921,5	

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)						Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice global (perte globale)	Écart de change				
Solde au 28 décembre 2019	588,0	\$ 2,9	\$ (28,3)	\$ (101,6)	\$ (129,9)	\$ 3 729,6	\$ 4 190,6	\$ 1 314,1	\$ 5 504,7	
Bénéfice net	—	—	—	—	—	(13,3)	(13,3)	25,5	12,2	
Autres éléments de bénéfice global	—	—	95,0	(74,4)	20,6	—	20,6	(2,5)	18,1	
Total (de la perte globale) du bénéfice global	—	—	95,0	(74,4)	20,6	(13,3)	7,3	23,0	30,3	
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(8,0)	—	(8,0)	—	(8,0)	—	(8,0)	
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire										
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	3,4	—	—	—	—	—	3,4	—	3,4	
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(99,6)	—	—	—	—	—	(99,6)	—	(99,6)	
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au programme de rachat d'actions automatique (note 8)	3,0	—	—	—	—	46,1	49,1	—	49,1	
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	92,1	—	—	—	—	(92,1)	—	—	—	
Dividendes	—	—	—	—	—	(68,8)	(68,8)	—	(68,8)	
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle										
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	4,4	4,4	
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)	
Total des apports et des distributions	(1,1)	—	(8,0)	—	(8,0)	(114,8)	(123,9)	(23,1)	(147,0)	
Solde au 28 mars 2020	586,9	\$ 2,9	\$ 58,7	\$ (176,0)	\$ (117,3)	\$ 3 601,5	\$ 4 074,0	\$ 1 314,0	\$ 5 388,0	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180, rue Yonge, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un grand éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021 (et les résultats comparatifs pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 12 mai 2021.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers intermédiaires sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

Comme il est indiqué à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société, la pandémie de coronavirus (« COVID-19 ») continue de susciter une incertitude accrue en ce qui a trait aux estimations et aux hypothèses comptables, et accroît la nécessité d'exercer des jugements lors de l'évaluation du contexte économique et de son incidence sur les estimations importantes.

Il existe une incertitude importante quant à la portée et à la durée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la Société. La portée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations décrits à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société dépendra des développements futurs, qui sont grandement incertains et ne peuvent être anticipés. La COVID-19 continue d'avoir une incidence sur les hypothèses relatives à l'analyse de la dépréciation des immeubles de placement, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles de la Société, de même que sur les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur de l'instrument financier rachetable et l'information utilisée pour estimer les corrections de valeur pour créances sur prêts à l'égard des créances sur cartes de crédit. Les changements apportés aux hypothèses et aux données d'entrée au cours du trimestre n'ont pas eu d'incidence sur les présents états financiers intermédiaires, sauf en ce qui concerne les corrections de valeur à l'égard des créances sur cartes de crédit, comme il est expliqué à la note 6.

La direction continuera de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie sur ses jugements, ses estimations, ses méthodes comptables et les montants comptabilisés dans les états financiers intermédiaires, y compris, sans s'y limiter, la dépréciation des actifs financiers et non financiers, la juste valeur des instruments financiers rachetables et les créances sur prêts.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)*, qui a été publiée en août 2020. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]), dans le cas où les TIO seraient remplacés par des taux de référence alternatifs.

En ce qui concerne les instruments financiers comptabilisés au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification, de sorte qu'advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate soit constaté. Au 3 avril 2021, à l'exception des placements à court et à long terme d'un montant de 250 millions de dollars qui précisent la durée du taux offert en dollars canadiens sur trois mois (« CDOR »), l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers non dérivés de la Société aux TIO visés par la réforme n'était pas importante.

Les modifications prévoient également une mesure d'allègement temporaire qui permet aux relations de couverture de se poursuivre au moment du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux d'intérêt de référence alternatif dans certaines conditions admissibles, y compris la modification de la désignation de couverture et de la documentation pour refléter le nouveau taux, et permettent de nouvelles relations de couverture qui entrent dans le champ d'application des modifications de la phase 2.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de certains titres d'emprunt et dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR. Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au taux CDOR.

Au cours du trimestre, la Société a adhéré à l'International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (« protocole de l'ISDA »). Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence. En novembre 2020, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited, l'administrateur du taux CDOR, a annoncé que les taux CDOR à six mois et à 12 mois cesseront d'être publiés à compter du 17 mai 2021. Les taux CDOR à un mois, à deux mois et à trois mois continueront néanmoins d'être publiés. En date des présents états financiers intermédiaires, les instruments de couverture de la Société ne précisent pas les taux CDOR à six mois et à 12 mois. Les mesures de simplification prévues au titre de ces modifications seront appliquées pour l'exercice 2021 et par la suite, lorsque la réforme des TIO commencera à avoir une incidence sur les dispositions relatives à la comptabilité de couverture.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 1^{er} janvier 2022 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Amélioration des informations à fournir sur les méthodes comptables et clarification de la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables (modifications à IAS 1 et à IAS 8)

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à portée limitée à IAS 1, *Présentation des états financiers*, à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 à l'égard des jugements concernant l'importance relative (IFRS Practice Statement 2 Making Materiality Judgements) et à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

Les modifications à IAS 1 exigent des sociétés qu'elles présentent toutes leurs méthodes comptables importantes, plutôt que leurs principales méthodes comptables. Les modifications apportées à l'énoncé de pratique sur les IFRS 2 fournissent des directives sur la façon d'appliquer le concept d'importance relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables.

Les modifications à IAS 8 clarifient la façon dont les sociétés devraient faire la distinction entre les changements de méthodes comptables et les changements d'estimations comptables. Cette distinction est importante parce que les changements d'estimations comptables sont appliqués de façon prospective uniquement aux transactions futures et aux autres événements futurs, mais les changements de méthodes comptables sont généralement appliqués de façon rétrospective aux transactions passées et aux autres événements passés.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses mesures du crédit afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces mesures en fonction de la fourchette cible pour la notation.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on continue d'observer une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes, tant par le maintien d'un bilan solide que par l'accès au capital.

Au 3 avril 2021 et au 2 janvier 2021, la Société était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de ses conventions de crédit existantes. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 3 avril 2021.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de la déclaration de fiducie, de l'acte de fiducie et de la convention de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 3 avril 2021.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa convention de crédit bancaire. Au 3 avril 2021, la BCT respectait toutes les lignes directrices concernant le capital réglementaire établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa convention de crédit bancaire.

4. Liquidités et financement

Au 3 avril 2021, la Société (excluant Helly Hansen) n'avait prélevé aucun montant sur ses marges bancaires engagées et avait du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 523,3 millions de dollars canadiens (416 millions de dollars américains). Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 42,1 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée (115 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (170,4 millions NOK). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

Au 3 avril 2021, Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 50 millions de dollars, et un montant nominal en cours en vertu des facilités d'achat de billets engagées de la BCT. La BCT n'avait également aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen, Party City¹ et diverses enseignes SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts à certains marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance et de garantie, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une banque de l'annexe I réglementée en vertu des lois fédérales, qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des dépôts dans des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») et des dépôts de certificats de placement garanti (« CPG ») auprès de courtiers, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

1. « Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et d'immeubles industriels.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Le tableau suivant détaille les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 3 avril 2021					le 28 mars 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	3 022,0	\$ 288,9	\$ 13,7	\$ (1,7)	\$ 3 322,9	\$ 2 502,6	\$ 334,5	\$ 13,9	\$ (2,7)	\$ 2 848,3
Produits intersociétés	0,8	8,3	116,2	(125,3)	—	0,6	7,4	112,9	(120,9)	—
Total des produits	3 022,8	297,2	129,9	(127,0)	3 322,9	2 503,2	341,9	126,8	(123,6)	2 848,3
Coût des activités génératrices de produits	2 062,5	89,6	—	(15,6)	2 136,5	1 729,9	196,7	—	(17,5)	1 909,1
Marge brute	960,3	207,6	129,9	(111,4)	1 186,4	773,3	145,2	126,8	(106,1)	939,2
Autres (produits) charges	(48,6)	(0,3)	—	32,1	(16,8)	(35,6)	0,1	—	26,9	(8,6)
Frais de vente, généraux et administratifs	857,3	82,0	33,0	(80,9)	891,4	848,7	75,0	31,9	(78,9)	876,7
Charges financières nettes (produits financiers nets)	49,1	(0,5)	26,6	(17,9)	57,3	59,8	(0,1)	27,5	(19,0)	68,2
Perte (profit) lié à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	—	(4,3)	4,3	—	—	—	24,2	(24,2)	—
Bénéfice (perte) avant impôt	102,5	\$ 126,4	\$ 74,6	\$ (49,0)	\$ 254,5	\$ (99,6)	\$ 70,2	\$ 43,2	\$ (10,9)	\$ 2,9
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	212,8	\$ 3,6	\$ —	\$ (45,3)	\$ 171,1	\$ 213,1	\$ 3,0	\$ —	\$ (44,5)	\$ 171,6
Produits d'intérêts	19,8	248,0	—	(16,1)	251,7	24,8	289,0	0,1	(18,2)	295,7
Charges d'intérêts	67,0	38,0	26,6	(48,9)	82,7	79,9	33,5	27,6	(52,6)	88,4

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les charges financières nettes (produits financiers nets);
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière, les frais de traitement des transactions par carte de crédit et la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger par l'entremise d'Helly Hansen. Les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 127,3 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021 (28 mars 2020 – 114,2 millions). Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 958,3 millions de dollars au 3 avril 2021 (28 mars 2020 – 890,7 millions).

Le tableau suivant détaille les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 3 avril 2021				le 28 mars 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Dépenses d'investissement ¹	85,1	\$ 0,7	\$ 3,5	\$ 89,3	\$ 72,4	\$ 0,9	\$ 41,0	\$ 114,3

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

Le tableau suivant détaille les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 3 avril 2021				le 28 mars 2020			
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	68,4 \$	— \$	— \$	68,4 \$	11,3 \$	1,8 \$	3,0 \$	16,1 \$

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 avril 2021	Au 28 mars 2020	Au 2 janvier 2021
Détail	16 191,8 \$	15 990,2 \$	15 937,2 \$
Services Financiers	7 343,2	6 255,8	7 134,2
CT REIT	6 185,3	6 069,0	6 176,1
Éliminations et ajustements	(8 771,3)	(8 782,3)	(8 870,4)
Total de l'actif ¹	20 949,0 \$	19 532,7 \$	20 377,1 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 avril 2021	Au 28 mars 2020	Au 2 janvier 2021
Détail	9 646,9 \$	9 972,5 \$	9 534,6 \$
Services Financiers	6 395,9	5 274,7	6 120,5
CT REIT	2 769,9	2 732,4	2 800,3
Éliminations et ajustements	(3 785,2)	(3 834,9)	(3 913,0)
Total du passif ¹	15 027,5 \$	14 144,7 \$	14 542,4 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 3 avril 2021	Au 28 mars 2020	Au 2 janvier 2021
Créances sur cartes de crédit ²	4 800,8 \$	5 410,0 \$	4 983,8 \$
Prêts aux marchands ³	541,0	631,0	507,7
Total des créances sur prêts	5 341,8	6 041,0	5 491,5
Moins : tranche à long terme ⁴	477,8	609,8	459,7
Tranche courante des créances sur prêts	4 864,0 \$	5 431,2 \$	5 031,8 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite des corrections de valeur des créances sur prêts.
2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.
3. Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.
4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 476,7 millions de dollars (28 mars 2020 – 608,7 millions; 2 janvier 2021 – 458,7 millions).

Les corrections de valeur à l'égard des créances sur prêts de la Société ont diminué de 21,1 millions de dollars par rapport 2 janvier 2021. Cette diminution est principalement attribuable à la vigueur continue des mesures relatives au portefeuille, comme en témoigne le maintien de taux solides en matière de paiement et de défaillance. Malgré l'amélioration du risque global, la direction continue d'évaluer la correction de valeur en prenant en considération le niveau élevé d'incertitude, compte tenu de la poursuite des mesures de relance gouvernementales, des récentes mesures de confinement et des préoccupations liées aux nouveaux variants qui ont entraîné la hausse du nombre de cas actifs de COVID-19, entre autres indicateurs de la santé économique, en fonction du recours à une couche supplémentaire d'hypothèses économiques formulées par la direction.

La continuité des corrections de valeur à l'égard des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

				2021
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 2 janvier 2021	409,1 \$	161,3 \$	293,6 \$	864,0 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(1,1)	(2,3)	(84,0)	(87,4)
Recouvrements	—	—	23,6	23,6
Nouveaux prêts émis	4,0	—	—	4,0
Transferts				
à la phase 1	63,5	(33,3)	(30,2)	—
à la phase 2	(10,2)	13,4	(3,2)	—
à la phase 3	(6,6)	(22,0)	28,6	—
Réévaluations nettes	(42,4)	33,9	47,2	38,7
Solde au 3 avril 2021	416,3 \$	151,0 \$	275,6 \$	842,9 \$

				2020
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 28 décembre 2019	300,5 \$	192,1 \$	304,2 \$	796,8 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(2,0)	(5,7)	(119,6)	(127,3)
Recouvrements	—	—	21,1	21,1
Nouveaux prêts émis	3,0	—	—	3,0
Transferts				
à la phase 1	61,8	(48,8)	(13,0)	—
à la phase 2	(24,2)	27,0	(2,8)	—
à la phase 3	(7,7)	(41,1)	48,8	—
Réévaluations nettes	(19,8)	98,1	75,2	153,5
Solde au 28 mars 2020	311,6 \$	221,6 \$	313,9 \$	847,1 \$

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de créances sur cartes de crédit. La Banque continue de chercher à recouvrer les montants qui ont été radiés au cours de la période, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Les tableaux suivants présentent l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

	3 avril 2021			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 266,1 \$	55,7 \$	— \$	2 321,8 \$
Risque modéré	1 774,3	93,1	—	1 867,4
Risque élevé	701,1	151,4	602,0	1 454,5
Total de la valeur comptable brute	4 741,5	300,2	602,0	5 643,7
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	416,3	151,0	275,6	842,9
Valeur comptable nette	4 325,2 \$	149,2 \$	326,4 \$	4 800,8 \$

	28 mars 2020			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 161,1 \$	61,9 \$	— \$	2 223,0 \$
Risque modéré	1 929,1	161,1	—	2 090,2
Risque élevé	968,5	340,4	635,0	1 943,9
Total de la valeur comptable brute	5 058,7	563,4	635,0	6 257,1
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	311,6	221,6	313,9	847,1
Valeur comptable nette	4 747,1 \$	341,8 \$	321,1 \$	5 410,0 \$

	2 janvier 2021			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 364,6 \$	58,9 \$	— \$	2 423,5 \$
Risque modéré	1 799,3	108,4	—	1 907,7
Risque élevé	698,1	168,8	649,7	1 516,6
Total de la valeur comptable brute	4 862,0	336,1	649,7	5 847,8
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	409,1	161,3	293,6	864,0
Valeur comptable nette	4 452,9 \$	174,8 \$	356,1 \$	4 983,8 \$

Au cours de la période de 13 semaines close le 3 avril 2021, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur les créances sur cartes de crédit s'est élevée à 239,9 millions de dollars (28 mars 2020 – 270,2 millions).

7. Dette à long terme

Le 6 janvier 2021, CT REIT a émis des débentures de premier rang non garanties de série G d'un montant de 150 millions de dollars. Les débentures sont assorties d'un taux d'intérêt nominal de 2,371 pour cent et arrivent à échéance le 6 janvier 2031.

Le 10 janvier 2021, CT REIT a remboursé la totalité du montant en capital en cours des débentures de premier rang non garanties de série C de 150 millions de dollars.

8. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 avril 2021	Au 28 mars 2020	Au 2 janvier 2021
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (2020 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 758 actions de catégorie A sans droit de vote (28 mars 2020 – 57 383 758; 2 janvier 2021 – 57 383 758)	600,4	586,7	596,8
	600,6 \$	586,9 \$	597,0 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours du premier trimestre de 2021 et de 2020, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats de la Société ont été effectués aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, de sa politique antidilutive et, au cours du premier trimestre de 2020, aux termes de son intention de rachat d'actions de 2020. Au cours du premier trimestre de 2021, les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote ont été effectués aux fins d'antidilution seulement. De la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote rachetées au premier trimestre de 2020, seulement une tranche de 3,2 millions de dollars a été rachetée à des fins d'antidilution. Les rachats sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Au cours du premier trimestre de 2021, la Bourse de Toronto a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,4 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2021 et le 1^{er} mars 2022.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes			
	le 3 avril 2021		le 28 mars 2020	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	57 383 758	596,8 \$	58 096 958	587,8 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	24 357	3,9	24 971	3,4
Rachetées ¹	(24 357)	(4,0)	(738 171)	(99,6)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au PRAA ²			—	3,0
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen		3,7	—	92,1
Actions en circulation à la fin	57 383 758	600,4 \$	57 383 758	586,7 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

2. Programme de rachat d'actions automatique.

Au 3 avril 2021, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 71,4 millions de dollars (28 mars 2020 – 69,2 millions) au taux de 1,1750 \$ par action (28 mars 2020 – 1,1375 \$ par action).

Le 12 mai 2021, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes à un taux de 1,175 \$ par action payables le 1^{er} septembre 2021 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 juillet 2021.

Pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, 210 986 options sur actions n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par part dilué car elles avaient un effet antidilutif.

9. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 13 semaines close le 3 avril 2021, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 218 534 (28 mars 2020 – 1 021 688) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis graduellement sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à un prix d'exercice de 173,14 \$ (28 mars 2020 – 80,49 \$).

10. Produits

Le tableau suivant détaille les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 3 avril 2021					le 28 mars 2020				
	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajustements	Total	Détail	Services Financiers	CT REIT	Ajustements	Total
Vente de biens	2 892,6 \$	— \$	— \$	— \$	2 892,6 \$	2 384,0 \$	— \$	— \$	— \$	2 384,0 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	1,9	247,4	—	(0,8)	248,5	4,7	288,6	—	(1,8)	291,5
Redevances et droits de licence	11,6	—	—	—	11,6	11,7	—	—	—	11,7
Services rendus	3,7	41,5	—	(0,9)	44,3	4,1	45,9	—	(0,9)	49,1
Produits locatifs	112,2	—	13,7	—	125,9	98,1	—	13,9	—	112,0
	3 022,0 \$	288,9 \$	13,7 \$	(1,7) \$	3 322,9 \$	2 502,6 \$	334,5 \$	13,9 \$	(2,7) \$	2 848,3 \$

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Canadian Tire	1 893,9 \$	1 405,4 \$
SportChek	396,7	370,1
Mark's	245,0	212,5
Helly Hansen ¹	136,3	121,5
Division pétrolière	343,2	390,0
Autres et éliminations intersectorielles ¹	6,9	3,1
	3 022,0 \$	2 502,6 \$

1. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement.

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

11. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Coût des ventes de stocks ¹	2 064,7 \$	1 724,9 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	39,0	151,8
Charges financières	22,1	16,0
Autres	10,7	16,4
	2 136,5 \$	1 909,1 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend l'amortissement pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021 de 3,9 millions de dollars (28 mars 2020 – 3,1 millions)

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours de la période de 13 semaines close le 3 avril 2021, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 32,1 millions de dollars (28 mars 2020 – 14,0 millions).

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours de périodes antérieures et reprises au cours de la période de 13 semaines close le 3 avril 2021 s'élevaient à 2,0 millions de dollars (28 mars 2020 – 1,9 million). Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

12. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Charges liées au personnel	358,7 \$	364,4 \$
Occupation	115,9	112,6
Marketing et publicité	64,4	57,9
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	68,0	72,5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	70,6	69,7
Amortissement des immobilisations incorporelles	28,6	26,3
Systèmes informatiques	54,8	50,9
Autres	130,4	122,4
	891,4 \$	876,7 \$

1. Se reporter à la note 11 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

13. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Produits financiers	(2,0) \$	(2,7) \$
Produits financiers sur les créances locatives ¹	(1,3)	(1,5)
Charges financières	37,2	46,8
Charges financières sur les obligations locatives	23,4	25,6
	57,3 \$	68,2 \$

1. Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.

14. Impôt sur le résultat

Les charges d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes	
	le 3 avril 2021	le 28 mars 2020
Profits nets (pertes nettes) liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	7,4 \$	(9,8) \$
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(1,6)	5,2
Reclassement de la perte en résultat	0,9	0,2
(Pertes nettes) profits nets liés à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	(5,3)	37,8
	1,4 \$	33,4 \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 16 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 avril 2021	Au 28 mars 2020	Au 2 janvier 2021
Trésorerie	756,5 \$	152,2 \$	750,7 \$
Équivalents de trésorerie	730,5	281,8	540,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	12,9	9,4	36,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie ²	1 499,9 \$	443,4 \$	1 327,2 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue du paiement de capital et d'intérêts aux porteurs de billets et d'autres frais de financement de 5,4 millions de dollars (28 mars 2020 – 5,6 millions; 2 janvier 2021 – 29,6 millions) ainsi que d'autres éléments liés à l'exploitation d'Helly Hansen de 7,5 millions (28 mars 2020 – 3,8 millions; 2 janvier 2021 – 6,6 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour la période de 13 semaines close le 3 avril 2021, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 107,7 millions de dollars (28 mars 2020 – 109,1 millions).

Engagements en capital

Au 3 avril 2021, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 255,1 millions de dollars (28 mars 2020 – 202,0 millions).

16. Instruments financiers

16.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 33 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

16.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 3 avril 2021		Au 28 mars 2020		Au 2 janvier 2021	
Catégorie	Niveau	Niveau	Niveau	Niveau	Niveau	Niveau	Niveau
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	96,6 \$	2	27,6 \$	2	69,8 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	2,3	2	106,0	2	0,2
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	27,8	2	—	2	28,2
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	41,5	2	65,3	2	14,4
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	20,2	2	63,0	2	25,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	87,1	2	22,8	2	93,7
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	567,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	0,4	2	—	2	2,2
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	4,2	2	5,9	2	8,2

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 semaines closes le 3 avril 2021 et le 28 mars 2020.

16.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 33.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2020 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 3 avril 2021		Au 28 mars 2020		Au 2 janvier 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	630,0 \$	629,5 \$	205,2 \$	205,6 \$	643,0 \$	642,3 \$
Placements à long terme	176,4	176,2	116,0	115,4	146,2	146,1
Dette	4 265,9	4 504,2	4 536,7	4 640,3	4 266,2	4 593,3
Dépôts	3 870,7	3 945,8	2 487,3	2 497,5	3 509,7	3 613,3

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

17. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire, et elle a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

Les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation de la Banque pour les exercices allant de 2011 à 2017 ont fait l'objet d'un appel devant la Cour canadienne de l'impôt. La Banque estime que certains services fournis par les réseaux de cartes de crédit constituent des services financiers exonérés aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada). La Cour d'appel fédérale a rendu une décision dans une affaire non liée à la Banque établissant que des services semblables constituaient des services financiers exonérés. Le 30 mars 2021, la Banque a déposé devant la Cour canadienne de l'impôt un acquiescement à jugement signé par le ministère de la Justice autorisant les appels de la Banque pour les exercices 2011 et 2017, car les frais de service payés par la Banque aux réseaux de cartes de crédit constituent une contrepartie pour des services financiers exonérés. La Banque attend une ordonnance judiciaire pour approuver l'acquiescement à jugement, après quoi elle s'attend à ce que l'Agence du revenu du Canada annule les cotisations consécutives à la vérification. Aucune provision n'a été constituée en prévision des montants faisant l'objet des cotisations qui auraient été à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable.